

Cable File

2/3

New York Code Cables

Incoming and outgoing

01/07/1961 - 31/07/1961

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

SC

CC

UNARCHIVES

SERIES S0736

BOX 10

FILE 4

ACC. DA 13/1.6.1.20

OUTGOING CODE

PRIORITY

To : SecGen, New York,

From : Linner, Léo. *Linner*


Date : 20 July 1961

No. : A-1746

In his 588 O'Brien reports : QUOTE -

1. Despite Munongo's earlier public statement of willingness attend summit meeting anywhere in the Congo he has now made it clear that he excludes Léopoldville.

2. Katanga Press this morning carries text of **Monongo's** telegram to SecGen and anti-UN comments based on Katanga **Governments** version of Niemba story. Our own account on the incident given on Press conference is briefly carried by Katanga Press. Khiari's statement to Press also carried with hostile commentary. Hope to see Tshombé this morning with Elly. Tshombé reported slightly better. Press and radio carry references to Promontorio's visit here adding that he is "chargé d'une Mission officielle par Léo". We are trying to establish contact with Promontorio. UNQUOTE.



OUTGOING CODE

PRIORITY

To : SecGen, New York
From : Linner, Léo. *Linner*
Date : 20 July 1961
No. : A-1745

In his 591 O'Brien reports : QUOTE -

The Rector of the University Frenkiel called on me today to inform me that René Clémens has left the country for good yesterday. His appointment at the University has been terminated and the Rector whom I have found to be thoroughly reliable confirms definitely that Clémens will not return to Katanga. The Rector handed me a letter from Clémens of which the text follows: QUOTE

Personnelle le 18 juillet 1961 Monsieur le Représentant, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à la conversation que nous avons eue le samedi 8 juillet chez Monsieur le Recteur Frenkiel, j'ai quitté le Katanga ce jour à 1515 par la route, par le poste frontière de Kasumbalewa. Je retourne vers l'Europe en accomplissant un voyage d'études et de vacances à travers le continent Africain et la Méditerranée. Je tiens à vous exprimer mes remerciements sincères pour la compréhension que, par delà les problèmes des droits de l'homme, vous avez bien voulu manifester en vue de me permettre d'accomplir mes obligations académiques envers l'Université de l'État, à Elisabethville, et ses étudiants. Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'expression de mes sentiments de considération distinguée. René Clémens.
UNQUOTE . UNQUOTE.

Q

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEO
Date: 20 July 1961
No. : A- 1744

Linner

IN HIS 592 O'BRIEN REPORTS:

QUOTE HAVE ADDRESSED YESTERDAY FOLLOWING PROTEST NOTE TO MUNONGO REGARDING NIEMBA INCIDENT.

QUOTE LE 18 JUILLET 1961 MONSIEUR LE MINISTRE, JE VIENS DE RECEVOIR LA NOUVELLE QUE HIER A NIEMBA LA GENDARMERIE A OUVERT LE FEU SUR DES TROUPES DE L'ONU OCCUPEES A REMPLACER DES FUTS VIDES DANS UN GARAGE ETABLI PAR L'ONU. LES TROUPES DE L'ONU ONT NATURELLEMENT RIPOSTE ET LE CONTINGENT DE LA GENDARMERIE S'EST ENFUI. DEVANT CE FAIT, JE SUIS OBLIGE, MONSIEUR LE MINISTRE DE LA GENDARMERIE, D'EXIGER LA PROMPTE PUNITION DES OFFICIERS RESPONSABLES, ET LE DEPART IMMEDIAT DE LA GENDARMERIE DE NIEMBA. IL EST EVIDENT QUE SI DE TELS INCIDENTS SE REPRODUISENT, LE COMMANDEMENT DE L'ONU SE VERRAIT DANS L'OBLIGATION DE PRENDRE DES MESURES QUI S'IMPOSENT POUR LEUR SECURITE. JE SAISIS CETTE OCCASION, MONSIEUR LE MINISTRE, POUR VOUS RENOUELER L'ASSURANCE DE MA TRES HAUTE CONSIDERATION. UNQUOTE

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : SECDEF, NEW YORK
FROM : LINNER, LEO.
DATE : 20 July 1961
NO. : A- 1743

Following my A-1729 please amend portion to read:

QUOTE - See that African Officers are in full command - UNQUOTE. Originator's
error.

JP:hd

COPIE

OUTGOING CLEAR

PRIORITY

To :SecGen, New York
From :Linner, Léo.
Date : 20 July 1961
No. : A-1742.

Further my A-1730 following 53 parliamentarians were accommodated at Lovanium yesterday:

1°) KASAI

Deputies: G. Kashale, A. Kabengelé, S. Kapongo, E. Wafuana, C. Tshiala,
G. Minga Mbengele, S. Badibanga, A. Kalonji Mulopwe.
Senators: N. Peromishondo, K.T. Beltchika, Badibanga Kashama, J. Kasanda.

2°) ORIENTALE

Deputies: J. P. Dericoyard.
Senators: L. Tshimbalanga, Komanda.

3°) LEOPOLDVILLE

Deputies: J. Nsola, H. Ilenda, C. Kisolokela, A. Delvaux, M. Colin,
P. Masikita, D. Tumba-Mwasipu, J. Massa, Nkay.
Senators: A. Nwaku, E. Bamba.

4°) EQUATEUR

Deputies: M. Payaka, L. Kanda, S. Boketsu, R. Yambe, F. Fumu-Tamuso,
A. Lomanza, A. Anekonzapa, J. Ekombe, J. Bomboko.
Senators: F. Botsifo, J.M. Bomandeke, J. Bongombe-Empangala, J. Djobolo,
A. Guérin, P.G. Bolya, J. Iléo, C. Adoula.

No. A-1742.

5°) KATANGA

Deputies: J.C. Mukalay, F. Kabange-Numbi, A. Shabani, J. Sendwe,
A. Ngoy Luongwe.

Senators: A. Kalikoni, O. Ngandu Makelede.

6°) KIVU

Deputies: J. Milambo, F. Mopipi-Bitingo.

7°) LULUABOURG:

Deputy: A. Ilunga.

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEOPOLDVILLE
Date: 20 July 1961
No? : A-1741

HAVE INFORMED OFOSU AMAAH GENEVA THAT GARDINER
IS LEAVING MIDNIGHT 20 JULY, ARRIVING GENEVA 8.25 AM 21 JULY.
GARDINER EXPECTS RETURN SUNDAY 23 OR MONDAY 24.

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEO *Ham*
Date: 20 July 1961
No. : A- 1739 - 1740

MOBUTU RETURNED LAST NIGHT TOGETHER WITH EGGE AT FORMER'S REQUEST MOBUTU WAS MET AT AIRPORT BY ADOULA AND NKAY FINANCE MINISTER. MOBUTU THEN HAD TWO HOURS SESSION WITH BOMBOKO AND ADOULA AND LATTER GAVE US THE PHOTO-STAT COPY OF THE "PROTOCOLE D'ACCORD" BETWEEN KATANGA GOVERNMENT AND MOBUTU WHICH READS AS FOLLOWS:

QUOTE REMARQUE PRELIMINAIRE:

L'ETAT ACTUEL DES POURPARLERS SUR LE PLAN POLITIQUE NE PERMETTANT PAS DE PREJUGER DE LA FORME, FEDERALE OU CONFEDERALE DES FUTURES INSTITUTIONS POLITIQUES GROUPANT LES DIFFERENTS ETATS DE L'EX-CONGO BELGE, NI, PARTANT, DE DETERMINER LA POSITION EXACTE DES FORCES ARMEES DANS CET ENSEMBLE, ON UTILISERA DANS LE TEXTE CI-DESSOUS LE VOCABLE "ARMEE UNIFIEE" POUR DESIGNER LES FORCES ARMEES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES ETATS DE L'EX-CONGO BELGE.

PROTOCOLE:

- ART. 1. LE GOUVERNEMENT DU KATANGA, VOULANT REAFFIRMER SA VOLONTE DE COLLABORER AVEC LE RESTANT DU CONGO, A DECIDE D'ETABLIR DES A PRESENT DES RELATIONS SUR LE PLAN MILITAIRE AVEC LE GENERAL MOBUTU ET L'ETAT-MAJOR DE LEOPOLDVILLE.
- ART. 2. SANS VOULOIR PREJUGER DE LA FORME QUI SERA DONNEE A L'"ARMEE UNIFIEE" LORSQUE LES LIENS POLITIQUES ENTRE LES DIFFERENTES PARTIES DU CONGO SERONT DETERMINEES, LE KATANGA RECONNAIT DES A PRESENT QUE LE COMMANDEMENT SUPERIEUR DE L'"ARMEE UNIFIEE" DOIT REVENIR AU GENERAL MOBUTU. LE KATANGA ADMET DES A PRESENT L'AUTORITE NOMINALE DU GENERAL MOBUTU SUR LES FORCES ARMEES KATANGAISES.
- ART. 3. IL SERA ETABLI A ELISABETHVILLE UN COMMANDEMENT DE L'"ARMEE UNIFIEE" ENGLOBANT TOUTES LES TROUPES STATIONNEES SUR LE TERRITOIRE DU KATANGA ET DU KASAI.

.../...

- ART. 4. LES GRADES DES OFFICIERS DES FORCES ARMEES KATANGAISES SERONT RECONNUS ET CONFIRMES PAR UN BREVET EMANANT DU PRESIDENT KASAVUBU.
- ART. 5. IL SERA PROCEDURE A DES ECHANGES D'OFFICIERS ENTRE LES FORCES ARMEES KATANGAISES ET L'ARMEE NATIONALE CONGOLAISE.
- ART. 6. LES TECHNICIENS MILITAIRES ACTUELLEMENT EN SERVICE AU KATANGA SERONT MIS A LA DISPOSITION DE L'"ARMEE UNIFIEE".
- ART. 7. LA FORCE AERIENNE KATANGAISE DEVIENDRA LE NOYAU DE L'AVIATION DE L'"ARMEE UNIFIEE". LA BASE PRINCIPALE DE CETTE AVIATION SERA ETABLIE DES QUE POSSIBLE A KAMINA. DES A PRESENT, LA FORCE AERIENNE KATANGAISE FOURNIRA DES PRESTATIONS AU PROFIT DU COMMANDEMENT DE L'"ARMEE UNIFIEE". DANS CET ORDRE D'IDEES UN AVION DE LIAISON SERA MIS IMMEDIATEMENT A LA DISPOSITION DU GENERAL MOBUTU. DES MISSIONS TECHNIQUES PROCEDERONT A L'INVENTAIRE DES RESSOURCES EXISTANT CHEZ LES DEUX PARTIES.
- ART. 8. IL SERA CREE, A LA BASE DE KAMINA, UN COMPLEXE D'ECOLES ET D'ETABLISSEMENTS D'INSTRUCTION POUR L'"ARMEE UNIFIEE" QUI COMPRENDRA DES ECOLES D'ARME, DES ECOLES DE CADRES, DES ECOLES D'AVIATION ET DE PILOTAGE, ETC... L'ONU POURRA EVENTUELLEMENT DISPOSER D'UN DROIT DE REGARD SUR CES ETABLISSEMENTS D'INSTRUCTION.
- ART. 9. LES RESSOURCES MATERIELLES DES DIFFERENTES FORCES ARMEES ACTUELLES SERONT MISES EN COMMUN DANS LE CADRE DE L'"ARMEE UNIFIEE". LES FOURNITURES DE MATERIEL DE GUERRE SE FERONT PAR L'INTERMEDIAIRE DU COMMANDEMENT DE L'"ARMEE UNIFIEE". DES MISSIONS TECHNIQUES PROCEDERONT A L'INVENTAIRE DES STOCKS EXISTANTS EN VUE D'EN RATIONALISER L'UTILISATION.
- ART. 10. LE KATANGA EST DISPOSE A APPORTER SA CONTRIBUTION AUX FRAIS D'ENTRETIEN ET D'EQUIPEMENT DE L'"ARMEE UNIFIEE". L'IMPORTANCE DE CETTE AIDE SERA DETERMINEE PAR DES NEGOTIATIONS ULTERIEURES QUI TIENDRONT COMPTE DES ELEMENTS POLITIQUES ET FINANCIERS DU PROBLEME.

FAIT A ELISABETHVILLE, LE 19 JUILLET 1961. UNQUOTE

THIS PROTOCOLE WAS SIGNED BY MOBUTU AND TSHOMBE BUT WAS NOT SIGNED BY YAV THOUGH HIS NAME AND TITLE APPEAR ON THE DOCUMENT AND ADOULA POINTED OUT TO THIS ANOMALY.

OUTGOING CODE CABLE

Au Secrétaire général

De S. Linner *SL*

Date: 19 juillet 1961

No : A-1738

Le 13 courant nous avons envoyé à Kasa-Vubu une lettre pressante quant à la nécessité de commencer au plus vite l'exécution de la résolution du 21 février. Nous lui avons envoyé une première liste de 20 noms dont le renvoi ne peut souffrir de délais. De leur côté les autorités congolaises inspirées par nous ont établi une liste de 41 noms parmi lesquels les 20 qui se trouvent sur notre première liste. Les deux listes sont actuellement entre les mains de Bomboko qui doit les soumettre à Kasa-Vubu. Nous ne cessons de harceler l'un et l'autre pour le renvoi immédiat de ce premier groupe. Nous faisons comprendre à Bomboko l'intérêt qu'il aurait personnellement à décider ce renvoi avant la réunion du Parlement pour pouvoir s'en servir comme argument d'indépendance vis-à-vis des Belges.

Pour répondre à votre 4954 nous sommes en train de compléter deux listes de postes et de personnes qui pourraient être remises à Spaak. L'idée de faire connaître les postes qui ne peuvent être occupés par des Belges présuppose un accord avec les autorités congolaises quant aux titulaires acceptables. Si un tel accord intervenait nous pourrions suggérer que pendant une certaine période ces postes soient réservés au personnel ONUC. Je crois que le moment le plus propice pour la publication d'une déclaration du gouvernement belge doit être immédiatement et avant l'investiture d'un nouveau gouvernement par le Parlement, sinon on croirait que cette déclaration a été faite sous la pression et la peur du nouveau gouvernement congolais qui sera sûrement plus nationaliste que le précédent.

MK

OUTGOING CODE

To : SEGEN, NEWYORK
From : LINNER, LEOPOLDVILLE
Date : 19 July 1961
No : A- 1736, 1737

(T.S.)

To-day we arrived at a dangerous deadlock in our work. In spite of repeated advice from various quarters, Kasa-Vubu had made up his mind not to go to Lovanium to visit those assembled there. We found this decision was a very unfortunate one at this juncture when the President should do everything to exercise his personal influence on the various factions. After ~~more than one hour's~~^{two hours'} talk with him "à deux", I am happy to report that he has now changed his mind and will go over to Lovanium to-morrow. Furthermore, he is now willing to go there as often as we advise him and even to establish an office somewhere at Lovanium should we consider that appropriate. Khiari and Gardiner both consider this as a turning point and we now all look towards the next few days with increased optimism.

I took this opportunity to brief him in detail about Gardiner's and Khiari's missions to Elisabethville and Stanleyville and also on all our other activities. I furthermore made the following points:

(1) There is no doubt whatever that various manoeuvres are being made, both in the Stanleyville group and in Leo, aiming at eliminating Kasa-Vubu as President. I stressed that it was therefore of utmost importance that Kasa-Vubu now be active and use his influence as the only legal authority in the country. He declared himself ready to accept any advice we would give him.

(2) I warned him against Ileo, making it quite clear that he is trying to obstruct any reconciliation. Kasa-Vubu said he felt the same about him and promised to keep him under strict control.

(3) I warned him again against Mobutu's politicking and suggested he should send somebody to meet him to-night on his return from Elisabethville with formal orders to check beforehand any official statement with the Chief of State, and that he should also be closely watched during the days to come. The President gave immediate orders to that effect.

(4) I told him that he must put an end to the Kalonjists' present activities in Kasai, now resulting in a new influx of refugees into the Bakwanga area which has indeed suffered enough recently from famine and disorder. Kasa-Vubu characterized Kalonji as an extremely dangerous element and said he would try by all means to keep him in check.

(5) Kasa-Vubu asked me for an evaluation of Sendwe. I said I felt Sendwe was a man who, with wise guidance, was likely to develop into a very valuable leader and that he should be backed up as a counter-influence both to Tshombe and to Kalonji.

(6) He suggested that the first working session of Parliament should be delayed until Tshombe's situation has been clarified. I advised him strongly against it, stressing that on the contrary the sooner Parliament could start working the greater were the chances that Tshombe would swing around, and that to delay the whole affair due to one man's hesitations would be to attach undue importance to him and rather reinforce his position. Kasa-Vubu agreed to drop that idea of his.

(7) I told him again that he should do everything in his might to make Adoula Prime-Minister, he being a moderate man, respected everywhere. Kasa-Vubu agreed.

(8) I finally suggested he and I should keep in daily and, if need be, hourly personal contact these coming days so that I could keep him fully briefed on what is going on and also get his reactions as the problems crop up. He agreed.

When I took leave he finally asked me what I thought of Delvaux and Bolikango. I said I was sorry to have to say that we think both of them should be kept in the background as much as possible, both being completely in the hands of the Belgians. He agreed.

On leaving I said I was conscious of the fact that several of my statements might very well be considered as an interference in Congolese affairs, but that I felt he was taking my comments in the right spirit. He said he was delighted to have had this discussion and that he would rely very heavily on similar advice in the future and, of course, especially during the coming weeks.

LEOPOLDVILLE
19 July 1961

OUTGOING CLEAR

UNATIONS
NEWYORK

A-1735 SEC GEN FROM LINN

Following was communicated by Lundula over the Stanleyville Radio to-day CLN

QUOTE In order to break the deadlock in which our country has been caught for a year it has been decided by common consent, that all parliamentarians should go to Leopoldville to attend the parliamentary session. All the soldiers of the National Congolese Army must help all parliamentarians except those who have a medical certificate, to go to Leopoldville. I launch an appeal to all the sons of this country to oppose Mr. Ileo's suggestion that a constitution be drawn up before the creation of a government of national unity which would then draw up the constitution. This government will alone be responsible to the nation. The question of the constitution will come after the creation of a government since this question is one which affects the national parliament and they must be given time to study the draft submitted by the responsible government. It is therefore inadmissible that Mr. Ileo should ask parliamentarians to set up a constitution and then form a government, when the Chief of State has decreed the opening of Parliament with a view to installing a government and not only to draw up a constitution. Lastly I beg those Congolese responsible to end immediately this crisis which has lasted so long and a government of national unity must be created. Mr. Ileo must understand that this crisis has lasted too long, and that we today want it to end. We do not want a handful of men to leave the whole nation in misery such as we have known and still know to-day. I therefore ask those elected by the people, immediately Parliament is opened, to give the people a government with authority over the whole Republic of the Congo and not only over Leopoldville, Stanleyville, or Katanga. I wholeheartedly acclaim the action of the United Nations which by its Security Council resolution, called for the opening of Parliament to solve the Congolese crisis. In conclusion, I make an urgent appeal to all international organisms to assist us to help our country in its evolution in all fields. General Lundula, Commander-in-Chief of ANC troops. UNQUOTE

LEOPOLDVILLE
19 July 1961

OUTGOING CLEAR

UNATIONS
NEWYORK

A-1734 SEC GEN FROM LINNER

Rom, Procureur général, was given forty-eight hours yesterday
to leave the country.

To: Sec-Gen
 From: Linner, Mac Eoin
 Date: 19 July 61
 No: A-1733

Linner

Further to our 4061. The following information has been received from a reliable source: re ship ACAPULCO:

1. Whilst at Matadi the compartment containing arms and ammunition was guarded by ANC until departure. The Chief Security Officer, André Mvita, accompanied the ship as far as Banana to ensure no offloading would be carried out en route.

2. The ship has been reported as having berthed at Lobitu (Angola) and unloaded.

3. The cargo consisted of:

- a. 300 Beretta pistols 9 mm.
- b. 200 Beretta automatic rifles 9 mm.
- c. 258,300 rounds 50 cal. cartridges, type ABIT.
- d. 28,700 rounds 50 cal. cartridges, type BALL.
- e. 1,000,000 rounds 30 cal. ball.
- f. 2,000,000 rounds 9 mm ball.

Total value \$223,000, alleged to have been paid for in cash by Brazaville authorities.

4. Ship's captain an Italian citizen, Giordano Tarabocchie, who is said to have been warned by Italian Military Intelligence that arms and ammunition must be returned to Genoa if not accepted by Brazaville authorities.

We are keeping the matter under close observation in view of the link between Lobitu and Dilola - Kasai and Katanga.

cc: Dr Linner

Shue
19/1

OUTGOING CODE

ROUTINE

To: SECGEN NEWYORK

From: LINNER LEO

Date: 19 July 1961

No. : A- 1732

FOLLOWING HAS BEEN RECEIVED FROM STANLEYVILLE:

QUOTE 1. FOLLOWING SUMMARISES SITUATION IN STAN AFTER DEPARTURE OF PARLIAMEN-
TARIANS.

2. PROVINCIAL GOVERNMENT STILL WEAK AND WILL CONTINUE SO UNTIL GENERAL
POLITICAL ATMOSPHERE CLEARS AND PROBLEM OF ARRESTED MINISTERS NOW UNDER
OUR PROTECTION IS RESOLVED. CENTRAL MINISTRIES STILL EXIST BUT ARE A
HINDRANCE BEING INACTIVE WITH MINISTERS ABSENT IN LEO.

3. MEANWHILE ECONOMIC SITUATION CONTINUES GRAVE. PRINCIPAL CROPS COTTON
RUBBER COFFEE PALM OIL WILL THIS YEAR BE WELL BELOW NORMAL YIELD GENERAL
MONETARY SITUATION BAD BUT AUTHORITIES WERE COOPERATIVE DURING RECENT VISIT
BY FRASCA.

4. SHORTAGE OF MOTOR FUEL MOST SERIOUS PROBLEM. UN IS BEING TREATED AS
IF RESPONSIBLE. UN OFFICIALS WERE NOT INVITED TO MANZIKALA RECEPTION FOR
PARLIAMENTARIANS LAST WEEK BECAUSE UN HAD NOT PROVIDED PETROL FOR PROVINCIAL
MINISTERS. SHORTAGE OF PETROL IS LEADING TO ARBITRARY ACTS OF PILLAGE.
SUPPLIES FROM LEO RECENTLY AUTHORIZED HAVE NOT YET HAD TIME TO CAUSE
IMPROVEMENT.

5. GENERAL SITUATION QUIET. ANC HAVE BEEN WITHDRAWN FROM TOWN BUT
GENDARMERIE IS IN EVIDENCE. USE OF MILITARY POLICE FOR TRAFFIC DUTIES ONLY
INTERMITTENT ANC NOT ALWAYS UNDER CONTROL FROM HEADQUARTERS EVEN IN ORIENTALE
PROVINCE BUT THERE HAVE BEEN NO SERIOUS INCIDENTS APART FROM ARBITRARY
SEIZURE OF PETROL.

6. SOME INDICATIONS OF CONTINUED REVIVAL OF NORMAL LIFE IN STAN.
EUROPEANS ARE RETURNING AND NOW BRINGING WOMEN AND CHILDREN. TRADERS FROM
UGANDA ARE ALSO APPEARING IN PRIVATE CARS.

UNQUOTE

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEW YORK
From: LINNER LEO
Date: 19 July 1961
No. : A- 1731



FOLLOWING 580 HAS BEEN RECEIVED FROM O'BRIEN :
QUOTE TIGNEE INFORMED ME TODAY THAT TSHOMBE WAS ABOUT TO DISMISS AND
EXPELL THE 5 FRENCH OFFICERS WHOSE NAMES WE HAVE GIVEN TO HIM. THEIR
DEPARTURE WILL, ACCORDING TO TIGNEE, BE EFFECTIVE AT THE END OF THE
WEEK. I INFORMED TIGNEE THAT I HAD AN EXPULSION ORDER FOR THE 5
AND THAT THEY WOULD BE EXPELLED "MANU MILITARI" IF THEY HAD NOT LEFT
BY THE END OF THE WEEK. TIGNEE STRESSED DESIRABILITY AVOID NEW THYSSENS
CASE. I INDICATED AGREEMENT AND POINTED OUT THAT THE WAY TO AVOID THIS WAS FOR
TSHOMBE TO SEE THAT THESE MEN HAD LEFT BY END OF WEEK. UNQUOTE

JP

OUTGOING CABLE CLEAR

LEOPOLDVILLE

19 JULY 1961

UNATIONS

NEWYORK

A-1730 SEC GEN FROM LINNER *Stinner*

Further my A-1728 parliamentarians who have entered Lovanium on 18 July are as follows:

1°) KASAI

Deputies: KAMAMGA, G. cma ILUNGA, J. .

2°) ORIENTALE

Senators: BANTO, P. cma LIMETE, F. cma

Deputies: NGBANGALA, S. cma KUPU, F. cma

3°) LEOPOLDVILLE

Senators: KUYENA, E. cma NDJAILOME, P. cma NDELO, D. cma KOUMORICO, V.

Deputies: PINZI, A. cma YULIBANI, B. cma MOANDA, V. cma NDINGA, D. cma MONGALI, M. cma NZEZA-NLANDU, E. cma MULUNDU, L. cma TBA, A. cma TATI, J. cma PETIPETI, A.

4°) EQUATEUR

Senators: EBENGA, P. cma SUMBA, E. cma HOTO, P. cma MOLEBE, J. cma DENGÉ, M.

Deputies: MONOTE, J. cma DOMBO, T. cma BOLIA, L. cma SAMBYA, H. cma EBALA, A. cma PELENDU, J.

5°) KATANGA

Senators: KALONGI, I. cma

.../...

6°) KIVU

Senators: ANANY, J. cma KIFULA, A. cma

Deputies: KANIERE, A. cma LOUVAIN, M.

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEW YORK

From: LINNER LEO

Date: 18 July 1961

No. : A- 1729

IN HIS 584 O'BRIEN REPORTS:

QUOTE EGGE WAS CALLED TO MEETING WITH MOBUTU LATE THIS AFTERNOON 18 JULY. WERE ALSO PRESENT CONGOLESE OFFICERS COLONEL NDJOKU, MAJOR MULAMBA, COMMANDANT BADU, AND SWEDISH OFFICERS COLONEL WAERN AND MAJOR ROSEN. MOBUTU SAID THAT AGREEMENT BETWEEN HIM AND TSHOMBE NOW WAS SIGNED TO THE EFFECT OF KATANGESE GENDARMERIE PASSING UNDER MOBUTUS COMMAND. NDJOKU WILL BE COMMANDER OF FIRST GROUPEMENT INCLUDING KATANGA AND KASAI AS BEFORE INDEPENDENCE. ORGANIZATION OF ARMY WILL BE ON BELGIAN FORCE PUBLIQUE PATTERN AIR FORCE WILL PASS INTO POOL FOR THE WHOLE OF CONGO UNDER MOBUTUS COMMAND. MOBUTU GETS HIS OWN COMMAND AIR CRAFT. PRESENT ANC TEAM AND NCOS WILL REMAIN AT EVILLE TO TAKE OVER CHARGE OF GENDARMERIE. MOBUTU SEEMED POSITIVE TO UN ASSISTANCE IN TRANSITORY PERIOD. HE EXPRESSED DESIRE TO DISCUSS DETAILS OF PERSONNEL REPLACEMENT IN LEO WITH EGGE. AGREEMENT WITH TSHOMBE WAS SIGNED TODAY AND OUTLINE WILL BE PUBLISHED TOMORROW. MOBUTU EXPRESSED HIS DEEP REGRETS THAT 400 FORMER FORCE PUBLIQUE SOLDIERS WERE STILL HELD PRISONERS WITH LONGTERM SENTENCES IN KATANGA. HE MADE STRONG REPRESENTATION TO TSHOMBE FOR LIBERATION OF THESE PRISONERS BUT TSHOMBE DID NOT COMMIT HIMSELF. MOBUTU ALSO RELATED AN INCIDENT IN THE GENDARMERIE CAMP MASSAR OUTSIDE EVILLE TODAY. SOLDIERS ATTACKED GUARDS IN FRONT OF CAMP PRISON AND LIBERATED DETAINEES. MINISTER OF DEFENCE YAV ARRIVING ON THE SPOT WAS MANHANDLED BY SOLDIERS. MOBUTU SAID AFRICAN TROOPS ARE REVOLTING AGAINST WHITE OFFICERS WHEN THEY SEE THAT AFRICAN FORCES ARE UNDER COMMAND OF LEO FORCES. MOBUTU RETURNS TO LEO BY BOEING TOMORROW NIGHT 19 JULY. UNQUOTE

OFFICERS IN FULL

(A-1743)

[Handwritten mark]

OUTGOING CABLE

C L E A R

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEO
Date: 18 July 1961
No : A- 1728

Rayoulat

Following represents up-to-date list of parliamentarians and secretariat staff under our protection in Lovanium at midnight on 17 July:

1) From KIVU

Senators - CHAKIRWA, A. cma KABARE, A. cma BISUKINO, M. cma MWANANTEBA, B. cma BUDOGO, D. cma MASUDI, Z. cma AMISI, J. cma MUSIKAMI, E. cma KAMBALE, T. cma SALUNU, T. cma BASIKANYA, G. cma KAJIBWAMI, P. cma (KIVU-MANIEMA: SHANGO, J.) KACHUNGUNU, P. cma BAKIHANAGE, H. cma MAHAMBA, A.

Deputies - RUDAHINDWA, E. cma KASHAMURA, A. cma WEREGEREMERE, J. cma KATIMBA, D. cma KAMBALE, A. cma KAGEBNI Gabriel cma KAMBERE, L. cma YUMA-KALEMIRE cma RWANIKA, S. cma MUTCHUNGV, J. cma MIDIBURO, J. cma SEBAKUNZI, P. cma MALAGO, S. cma MUMINIA, G. cma BIRERA, A.

(KIVU-MANIEMA: MATABISHI, S.) cma BINTODI, I. cma

2) From KASAI

Senators - KAMBA, E. cma LWAKABURNER, F. cma MWENIA PUTU, J. cma KANDE, V. cma MBUYI KATENDE, C. cma KALAMBA-MANGOLE, S. cma NTUMBA, P. cma MOKENGELE, F.H. cma LUNGANGA-MICHEL, F. cma TCHAHE, O. cma DIVMI, A. cma

Deputies - MUZODI, E. cma LUTULA, J. cma SHAKO, J.A. cma KIHVYU, E. cma LUBAYA, G. cma KEMISHANGA cma TSHISHIKU, M. cma KABANGI, A. cma

3) From LEOPOLDVILLE

Senators - MOUPONDO, S. cma TELA, J. cma NGALASI, S. cma KIKAKA, E. cma MATITI, J. cma WALABA, M. cma

Deputies - TSAJA, D. cma MADUDU, P. cma KUFULU, J. cma ZOLA, E. cma BULA, V. cma MABOTI, J. cma KIMVAY, F. cma MUKWIDI, T. cma KINKIE, R. cma KIMPIOBI, Y. cma KAMA, S. cma NTONDA, G.

.../...

4) From Orientale

Senators - HAMADI, M. cma KIDICHO, L. cma ASUMANI, S. cma
BANGOLHOU, A. cma LENGEMA, M. cma BWANAMOTO, A. cma OLOBA, A. cma

Deputies - GBENYE, C. cma NIAMADJUMI, G. cma MUNGAMBA, F. cma
GRENFELL, G. cma KASONGO, J. cma TAMBWE, G. cma YAMBAYAMBA, F. cma
TCHWIIYAKE, C. cma NDUDRY, R. cma BAHITO, P. cma UDAR, A. cma ELEA, A. cma
MASSENA, J. cma MAYIMBAGO, F. cma UKETWENGU, D. cma BHUNDE, J. cma
AFULUTA, H. cma AMULA, V. cma

5) From Katanga

Senators - MBUYU, E. cma YUMBA, J. cma KITENOJE, E. cma MWAMBA, R. cma

Deputies - MUHUNGA, A. cma KIKUMBI, L. cma

6) From LULUABOURG

Senator - TSHMWANGA, L.

Secretariat of Chamber of representatives is composed of 37 members
headed by the Secretary General Na. E. LUTETE.

Secretariat of the Senate are 25 headed by the Secretary General
M. NTETE.

OUTGOING CODE

To : SECGEN, NEWYORK

From : LINNER, LEOPOLDVILLE

Linner

Date : 18 July 1961

No : A-1727

German Embassy informed us that Jean Wagner, Honorary Consul of Germany in Stanleyville, has been relieved of his appointment. He is not being replaced. German Embassy intends to send monthly one of its members to Stanleyville.

OUTGOING CODE

To : SECGEN, NEWYORK
From : LINNER, LEOPOLDVILLE
Date : 18 July 1961
No : A-1726

Linner

Marotti has now been brought back to his job at the Foreign Office. His Hungarian friend has also been released. Pressing Knecht for a report on the whole plot affair but he has difficulty in finding time for it now because of the preparations for Parliament. Meanwhile Adoula has told me that no UN personnel was involved and that the whole story is ridiculous, being nothing but a juvenile "question de mœurs".

OUTGOING CODE CABLE

To: Sec-Gen, New York
From: Linner, Mac Eoin
Date: 18 July 61
No: A-1725

Linner

On 14 July UN Flight 20 (Transair Sweden) was despatched to Bakwanga to airlift Kalonji and party to Leo for meeting of Parliament. When the aircraft arrived at Bakwanga it was discovered that Kalonji had already left for Leo. The air crew were ordered at gunpoint from the aircraft by Congolese soldiers and taken to the terminal building where they were held for approx one hour. A Minister then arrived and apologised for the treatment.

After taking off it was discovered that money and other articles had been removed from the flight bags of the captain and the first officer, to a total value of approx \$785.

A strong protest is being lodged to Kalonji through Central authorities.

cc: Dr Linner

To : SECGEN, New York
From : LINNER, Léo
Date : 18 July 1961
N° : A- 1721 - 1722 - 1723 - 1724

Recur A-1678/1681 further exchange of correspondence took place in E'ville :

Primo From Tshombé to O'Brien on 15 July : " Monsieur le Représentant, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 9 juillet dont je vous remercie.

"Certains des points que vous y soulevez, ont retenu particulièrement mon attention.

"Avant de les examiner plus en détail, je tiens à vous confirmer une nouvelle fois le désir de mon Gouvernement de mettre en oeuvre les Résolutions du Conseil de Sécurité du 21 février 1961 et de coopérer pleinement à leur application. En ce qui concerne les cas déjà étudiés par vos services, et notamment celui relatif au retrait d'une trentaine de personnes employées "en qualité de fonctionnaires supérieurs" par le Gouvernement katangais, j'estime qu'il serait souhaitable que nous procédions de commun accord à un inventaire complet des fonctionnaires et techniciens en place. La qualification que vous attribuez à la trentaine de personnes visées, me fait croire à une confusion entre la qualité

PJ/MS

de "fonctionnaires supérieurs", remplissant un rôle technique et celle de "Conseillers Politiques". Le retrait massif de ces fonctionnaires risque de paralyser complètement, s'il est fait sans discernement, l'action et l'efficacité de l'Administration et de créer la désorganisation complète des structures du Pays. Cette circonstance ne manquerait pas d'entraîner des effets désastreux sur les plans économique et social.

"C'est pourquoi, je suggère que soit constituée, en ce qui concerne l'assistance technique civile, une commission mixte pour l'examen du problème dans son ensemble afin d'y apporter des solutions raisonnables. Les mêmes raisons qui motivèrent l'institution d'une telle commission pour l'étude des questions militaires et para militaires valent également dans le domaine de l'assistance civile. La mise en place de cette commission me paraît de nature à faciliter la coopération dans l'application des Résolutions du Conseil de Sécurité, à hâter leur exécution et à éviter les sources de friction auxquelles vous faites allusion.

"Votre lettre traite également d'une douzaine de cas "de particuliers non employés par le Gouvernement Katangais" qui exercent une activité politique. Ces personnes agissant sous leur entière responsabilité et pour autant que leur ingérence en matière politique soit prouvée, mon Gouvernement est disposé à régler leur cas en accord avec vos services.

"A cette fin, il souhaiterait recevoir pour chaque particulier un rapport circonstancié faisant état des critères justifiant la mesure à prendre à leur égard. Le retrait de ces personnes ne

présentant pas les inconvénients exposés ci-dessus dans le cas des fonctionnaires employés par le Gouvernement, leur situation ne doit pas être examinée dans le cadre de la commission préconisée. Il s'agit de cas d'espèce et non d'un problème d'ensemble.

"Vous me soumettez d'autre part une liste des personnes visées par la Résolution et dont le retrait est considéré comme urgent. Les cinq premières personnes renseignées comme étant à la fois militaires et Conseillers politiques tombent incontestablement sous le coup des Résolutions du Conseil de Sécurité. Mon Gouvernement marque accord à ce que ces Résolutions soient mises en oeuvre à leur égard. Toutefois il y aurait lieu de tenir compte dans les délais d'exécution, du fait que deux d'entre eux remplissent les fonctions d'instructeur des cadres de la Gendarmerie Katangaise.

"Pour les trois autres personnalités, je souhaiterais que leur cas soit examiné par la commission civile que je préconise ci-dessus. En effet, Monsieur Huyghe est né au Katanga et y était installé comme colon. Tout son avoir y est investi. Si les fonctions qu'il exerce actuellement présentent un caractère politique, mon Gouvernement attacherait du prix à ce qu'il lui soit permis de reprendre ses occupations professionnelles.

"Monsieur Ugeux remplit un rôle important de technicien auprès de l'Information et son intervention dans le domaine politique est négligeable.

"Monsieur Bartelous est en sa qualité de Chef de mon Cabinet, chargé spécialement de coordonner les activités des divers départements ministériels. Fonctionnaire et ensuite Magistrat dans les cadres de l'ancienne Administration Belge d'Afrique, il est particulièrement au courant des questions administratives et judiciaires. Ses rares interventions sur le plan politique lui ont valu la réprobation de certains membres du Gouvernement qui estiment que sa position en face des problèmes politiques est trop modérée et conciliante. Monsieur Bartelous n'a, en effet, cessé de préconiser des solutions de compromis et d'ententes des leaders Congolais. Son retrait ne manquerait pas, en raison de la fonction qu'il occupe, et de sa grande expérience, de poser d'une manière aiguë le problème de son remplacement. En outre, jouissant de la confiance générale des techniciens de l'ancienne administration encore en service au Katanga, son départ risque d'altérer l'état d'esprit et le moral de ceux-ci. J'estime pour toutes ces raisons, que le cas de Monsieur Bartelous devrait être examiné attentivement par la commission civile dont la création est suggérée.

"Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération très distinguée. Le Président de l'Etat du Katanga."

Secundo From O'Brien to Tshombé on 16 July : "Monsieur le Président, J'ai l'honneur de vous remercier de votre lettre du 15 juillet au sujet des Conseillers Politiques.

" Je constate avec plaisir la nouvelle confirmation que vous me donnez du désir de votre Gouvernement de mettre en oeuvre les résolutions et de coopérer pleinement à leur application. C'est

avec intérêt que je retiens votre suggestion concernant un inventaire des fonctionnaires et techniciens en place et concernant la possibilité de constituer une commission mixte pour l'examen du problème dans son ensemble . Je ne manquerai pas d'en saisir les instances supérieures des Nations Unies. Toutefois, je dois vous signaler que ma première réaction est que la procédure devrait être très expéditive. Une procédure, qui pourra entraver la mise en oeuvre de la résolution, ne saurait être admise.

" La commission pour l'étude des cas militaires et paramilitaires n'entre pas tout à fait dans le même cadre puisque la question militaire relève d'une toute autre importance. Toutefois, je constate, Monsieur le Président, que vos suggestions sont faites dans un état d'esprit constructif et méritent d'être étudiées soigneusement.

" En ce qui concerne les particuliers non employés du Gouvernement katangais, je suis prêt, dans chaque cas, si vous le désirez, de vous informer personnellement des raisons pour lesquelles les personnes visées tombent sous le coup des résolutions. Je suis d'accord avec vous que les cas en question ne tombent pas dans le cadre de la commission que vous préconisez.

" Je suis particulièrement content, Monsieur le Président, que vous soyez d'accord que les cinq premières personnes, dont fait état ma lettre du 9 juillet 1961, tombent incontestablement sous le coup des résolutions et que votre Gouvernement marque son accord à ce que la résolution soit mise en oeuvre à leur égard. Quant au délai de l'exécution, je conviens qu'il y aura lieu de tenir compte - dans le cas de deux d'entre eux, à savoir le Major FAULQUES et le Major BOUSQUET - du fait que ces personnes remplissent des fonctions d'instructeur des cadres de la Gendarmerie Katangaise.

"En ce qui concerne le cas des trois autres, c'est-à-dire le Colonel TOUPE-THOME, le Commandant EGE et le Capitaine DE LA BOURDONNAIE, je me permets, Monsieur le Président, de vous prier instamment de bien vouloir les renvoyer immédiatement, sans délai, auquel cas les N.U. se chargeront de leur transfert en France. Ce renvoi est urgent puisque non seulement lesdites personnes sont visées par les résolutions et exercent une action très nuisible, mais en plus, elles ont proféré des menaces contre le personnel des Nations Unies. Le passé de ces messieurs ne permet nullement de prendre leurs menaces à la légère. J'estime donc essentiel leur renvoi et expulsion immédiats.

"Je tiens à souligner que les contrats signés entre ces personnes et le Gouvernement du Katanga sont illégaux, puisque contraires à une décision du Conseil de Sécurité : celle du 21 février 1961. D'ailleurs, même si ce n'était pas le cas, les autorités katangaises se trouveraient libérées de leur responsabilité contractuelle à la suite de la décision des Nations Unies que ces personnes tombent sous le coup de ladite décision; donc l'existence d'un document sous forme de contrat ne donne nullement lieu à des attermoiements quelconques dans l'expulsion de ces individus qui pourra se faire sur le champ.

"J'ajoute en outre, Monsieur le Président, qu'une telle action de votre part aurait un excellent effet moral et rendrait plus facile la coopération entre les autorités katangaises et les Nations Unies par la suite. Spécifiquement, une action prompte dans ces trois cas ci-dessus apporterait la preuve que la constitution par exemple d'une commission d'enquête ne serait pas utilisée en tant que moyen d'obtenir des attermoiements pour les Conseillers Politiques nuisibles. J'estime donc que le cas de ces trois officiers, et la nécessité d'une action immédiate, à leur égard, constituent un élément critique dans l'appréciation des futurs rapports entre les autorités katangaises et les Nations Unies. A mon avis, un délai même de 24 heures est dangereux dans ces trois cas, un délai plus long pourrait entraîner de bien lourdes responsabilités.

"Si des mesures immédiates sont prises contre les trois officiers français cités plus haut, je serais prêt à réexaminer avec beaucoup plus de soin les trois derniers cas signalés dans ma lettre précédente, ceux de M. Carlo HUYGHE, M. BARTELOUS et de M. UGEUX. Enfin, je me permets de vous faire remarquer que, tandis que le renvoi immédiat de ces trois officiers permettrait l'examen des autres cas dans un esprit calme et pondéré, des ajournements de ces trois cas et la nécessité d'une action unilatérale des Nations Unies entraîneraient fatalement un accroissement de la tension, si nuisible aux intérêts et du Katanga et des Nations Unies.

"Je compte sur vous, Monsieur le Président, de trancher ce problème en renvoyant immédiatement les trois officiers en question. En agissant ainsi, vous vous assurerez, de ma part, d'une égale compréhension quant au délai éventuel à accorder aux personnes citées en premier lieu.

"Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération. "

JP/MS

OUTGOING CODE

PRIORITY


To : SecGen, New York

From : Linner, Léo. *Linner*

Date : 18 July 1961

No. : A-1720

In his 570 D'Brien reports : QUOTE - The last page of a secret 12 page document has come into our possession it runs as follows Quote L'ONU qui par l'occupation de certains villages empêche la pacification ne se cache pas de ce que ce n'est pas elle qui doit s'adapter à la population mais bien la population s'adapter à elle. Il faut d'urgence que les services 'sûreté' renseignent avec précision le gouvernement des entretiens entre les autorités et l'ONU. Par ailleurs une phase d'intoxication sur l'ONU devrait peut-être être entreprise. Nkulu Germain, rédacteur à l'information, Kasongo François Directeur des classes moyennes, Kismba Paul, à Elisabethville, Dubois Jean, Daffe Robert, Ministère de l'Information, Commandant de la Bourdonnaie. UNQUOTE. It would appear that the 'entretiens' in question here are those which Egge has been having with Crèvecoeur etc. This document on which de la Bourdonnaie signature figures therefore seems to represent an extremist attempt to wreck the reorganization of the Gendarmerie and also to start a more acute phase of anti UN activity. It adds urgency to the need for de la Bourdonnaie's departure on which we are pressing hard and constantly. UNQUOTE.



OUTGOING CLEAR

ROUTINE

To: SecGen, New York
From: Linner Léopoldville
Date: 18 July 1961
No. : A-1719

Ref. Press Conference Jason Sendwe

On 17 July Sendwe held press conference in Leo. He said he had returned from his trip in North Katanga with 13 parliamentaries from the area - 8 deputies and 5 senators. Para

Sendwe and members of his party, the Balubakat, are for national unity in diversity and for political and administrative division of Katanga province in two states, the Luluaba state and the South Katanga State. Para

Sendwe accused Tshombé of having ordered systematic destruction of schools and hospitals in North Katanga. Para

Despite its goodwill, declared Sendwe, ONUC unable to control all atrocities committed in the Province. He recognizes and appreciates protection given to his people by ONUC but complains that resolution of 21 February is not applied in North Katanga.

OUTGOING CODE CABLE

Priority

To : Sec Gen . New York - A-1718
 and : O'Brien. Elisabethville - EV-319
 From : Linner , Léopoldville
 Date : 18 july 1961
 No : A-1718 (EV-319)

Les deux Présidents des Assemblées nationales ont lancé , ce matin, un Communiqué demandant aux Sénateurs et Parlementaires de rejoindre immédiatement Lovanium. Il y a actuellement 160 Parlementaires à Lovanium parmi lesquels certains Ministres du Gouvernement central . Un groupe important de sénateurs rentrera cet après midi . Les Ministres des Autorités de Léopoldville qui font partie des deux Assemblées rentreront demain matin à huit heures . Il est probable que les journées de Mercredi et Jeudi seront passées en prises de contact entre les différents groupes . La première séance commune pourrait avoir lieu en fin de semaine . Les deux groupes de Stan et de Léo ont demandé à Khari et Gardiner d'être avec eux durant la session parlementaire pour les aider à rapprocher les différents points de vue . L'atmosphère de ce matin est assez optimiste . Le groupe de Léopoldville commence à prendre conscience du danger, resserre ses rangs et unifie son action.

MK.

OUTGOING CODE

To : SEGEN, NEWYORK

PRIORITY

From : LINNER, LEOPOLDVILLE

Lin

Date : 18 July 1961

No : A-1717

1. Following from Khiari:

"Après deux longues séances de travail, et malgré tous les arguments employés, Tshombé persiste dans ses positions antérieures d'attribution et de fausses manoeuvres. Entouré de conseillers et de ministres qui craignent de tout perdre en allant au Parlement, Tshombé ne juge pas sainement la situation. On sent qu'il a peur, qu'il est désorienté et cède devant les arguments de Kibwé qui le menace de le faire lyncher avec son avion par le peuple s'il tentait d'aller à Léopoldville. Nous avons évoqué devant lui l'illogisme de ses tractations avec Mobutu à qui il confie le commandement de la gendarmerie, cependant que Mobutu dépendra du Gouvernement qui sortira du Parlement et qui probablement lui donnera l'ordre de résorber par la force la sécession katangaise. Il a paru sourire en disant que 'Mobutu était un autre problème' et que de toute façon il n'avait pas encore le commandement de la gendarmerie.

Nous lui avons dit qu'en cas de conflit avec un gouvernement légal, il ne pourrait compter sur l'intervention des Nations Unies, ni d'ailleurs sur une assistance étrangère puisque des pays comme les Etats-Unis et la Belgique l'ont déclaré nettement et d'autres, soutenant les Nations Unies, ne peuvent entreprendre une action contraire à la politique de l'Organisation. Kibwé dit alors au Président: 'Nous préférons la solution de force, elle est la meilleure et la seule radicale dans le cas du Congo, mais l'ONU ne sait pas de quel côté sera la victoire. N'intervenez pas et nous verrons qui l'emportera. A chacun ses alliés.' Devant notre étonnement, il reprend 'Dieu nous aidera'.

Il est clair qu'une solution légale ne sera pas conforme à l'intérêt 'personnel' de l'équipe Tshombe. Cette équipe ira jusqu'au bout, précipitera le pays dans l'abîme, pour s'enfuir en dernière minute. Avant d'arriver à cette extrémité, ils useront de tous les moyens: chantage, menaces, corruption - Mobutu dans ce cas est une proie facile. Ils peuvent compter sur d'autres complicités à Léopoldville et de l'autre côté du fleuve, avec peut-être la bénédiction française qui infeste le pays d'espions et de mercenaires."

Khiari has made some proposals with a bearing on our military dispositions. I am discussing those proposals with the Force Commander to-day and will revert ^{to} to them soonest.

2. The railroad through Angola is likely to be blown ^{up} ~~off~~ one of these days by Angolans in co-operation with Congolese authorities.

3. Schwarz continues his work in Elisabethville.

4. Gardiner and Khiari have been invited by both the Stanleyville and Leo people to stay with them at Lovanium, at least during the initial period, as intermediaries and for conciliation purposes. If played carefully, we think this would be useful.

To: Sec-Gen, New York
From: Linner, Mac Eoin
Date: 18 July 61
No: A-1716

Linner

Subject: Incident at Niemba.

In the afternoon of 17 July Gendarmerie soldiers removed barrels at Niemba/^{UN}~~Makono~~ road block and later fired on UN water truck near UN post at Niemba. UN personnel stood to and returned the fire in self-defence, and later went into action with supporting weapons. Gendarmerie then fled into the bush.

On the commencement of firing Lt Andrin of the Gendarmerie Mobile Group and one other Belgian contacted UN Commander to restore the situation. UN troops stopped firing but Gendarmerie continued firing some shots.

Casualties reported are: Gendarmerie - three soldiers killed, one wounded; the latter was taken by UN helicopter to ONUC Hospital at Albertville. Captured: two officers named Obengerri and Rafael, ranks and nationalities not known, and eleven Gendarmerie. Figures to be confirmed by ONUC HQ Aville. No casualties UN troops.

Later reinforcements for Mobile Group arrived at the Niemba Bridge from direction of Aville, but were stopped by UN troops from entering Niemba. More details later. Captured personnel will be removed to Kamina.

cc: Dr Linner

Done
18/7

LEOPOLOVILLE
18 July 1961

OUTGOING CLEAR

ROUTINE

UNATIONS
NEWYORK

A-1715 SEC GEN FROM LINNEN

On 16th Kalonji had a meeting for 11 hours with the Baluba parliamentarians now in Leo and also several tribal chiefs. The conference resulted in Kalonji renouncing his title of King Emperor of South Kasai and becoming again President of the Baluba State of South Kasai. He was also forced to cancel his dismissal of Engalula who has thus been reassigned Vice-President.

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEOPOLDVILLE
Date: 18 July 1961
No. : A-1714

Min

IN HIS 569 O'BRIEN REPORTS:

QUOTE I GAVE PRESS CONFERENCE THIS AFTERNOON ON GENERAL LINES AGREED WITH KHIARI. A NEW POINT AROSE CLN AGENCE FRANCE PRESS CORRESPONDENT REFERRED TO MOBUTUS VISIT AND STRONG RUMOURS THAT TSHOMBE AND MOBUTU WERE PLANNING A COUP AGAINST PARLIAMENT. I TOLD THE CONFERENCE I DID NOT BELIEVE SUCH A COUP WOULD BE ATTEMPTED BUT IN ANY CASE ANY SUCH A COUP WOULD HAVE NO PROSPECT OF SUCCESS AS IT WOULD BE PUT DOWN BY THE UN IN DEFENCE OF LEGALITY. I THOUGHT IT BEST TO MEET THIS QUESTION SQUARELY AS RESPONSE WOULD BE IMMEDIATELY RELAYED BACK TO MOBUTU HERE AND MAY INDUCE REFLECTION. TO HAVE EVADED THE QUESTION ON THE OTHER HAND MIGHT ENCOURAGE THIS DANGEROUS IDEA WHICH CERTAINLY IS IN THE AIR HERE UNQUOTE

JP:mr

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEOPOLDVILLE
Date: 18 July 1961
No. : A - 1713

Heini

IN HIS568 O'BRIEN REPORTS:

QUOTE ACCORDING TO GRANDJEAN TSHOMBE HAS TAKEN TO HIS BED WITH HIGH TEMPERATURE AND WILL BE UNABLE KEEP OFFICIAL APPOINTMENTS FOR AT LEAST 3 DAYS. MUNONGO IN PRESS CONFERENCE HAS SAID THAT TSHOMBE INFORMED US OF HIS WILLINGNESS HAVE SUMMIT ANYWHERE EVEN STANLEYVILLE. HE FAILED TO MENTION TSHOMBES REFUSAL TO GO LEOPOLDVILLE. THESE STATEMENTS HAVE LEAD PRESS CORPS HERE TO FILE MISTAKENLY OPTIMISTIC DESPATCHES. AM GIVING PRESS CONFERENCE THIS AFTERNOON TO SET RECORD STRAIGHT UNQUOTE

JP:mr

OUTGOING CODED CABLE

MOST IMMEDIATE

To : SECGEN, New York

From : S. LINNER

Date : 17 July 1961

Nº : A-1712

REPLY TO GLEO 166 HAD TO AWAIT RETURN OF GARDINER
AND KHIARI. LATTER COME BACK FROM E'VILLE TONIGHT.
THOUGH TIME PROPOSED MOST INCONVENIENT AT THIS CRITICAL
JUNCTURE, IT HAS BEEN AGREED GARDINER WILL MEET COMMISSION
IN GENEVA ON 22 JULY./.

JP/MS

OUTGOING CODE

ROUTINE

TO : SECGEN, NEW YORK

FROM : LINNER, LEO.

DATE : 17 JULY 1961


NO. : A-1711

In his 556 O'Brien reports: QUOTE - Sending with Khiari copies of exchange of notes with Tshombe on subject political advisers. Tone and character Tshombe's note conciliatory especially in view somewhat peremptory nature of our note to which Tshombe was replying. Specifically Tshombe agrees that the 5 French officers fall under the Resolution and will have to be removed. We are pressing him to do so immediately at least in the 3 most dangerous cases: Colonel Toupe-Thome, Commandant Ege and Captain de la Bourdonnaie. These people have threatened to shoot if the UN attempts to arrest them. At the same time, now that they know their time here is going to an end, there is always the possibility that they might try some other violent action. We hope therefore that their dismissal by Tshombé will take place very soon. UNQUOTE.


OUTGOING CODE

ROUTINE

TO : SECGEN, NEW YORK
FROM : LINNER, LEO.
DATE : 17 JULY 1961
NO. : A-1710



In his 562 O'Brien reports: QUOTE - On invitation from French Consul here, Egge attended official reception to celebrate 14 July last night. Several French mercenaries officers were present. During conversation with Colonel Toupet-Thome and Major de la Bourdonnaie, Egge suddenly felt a hard object stuck into his back. As he turned around a French parachute officer (reportedly Major Ege from Albertville Gendarmerie Garrison) said in angry voice "a knife will soon enter here". French officers reproached UN of spreading communism in Africa. They contended that Katanga was last bastion of white influence in Africa and "every white man in UN is a traitor to the white race". Egge responded that UN was not present in Africa to preserve white man's domination over Africans but did not take up further discussion against fanatically poisoned minds. French Consul said mercenaries were not specially invited but came to reception on a general invitation extended to all French subjects in local newspapers. As Tshombé now had promised to expell French officers, no further action will be taken against them by us unless expulsion is unduly delayed. We are strongly pressing Tshombé to execute immediate expulsion. UNQUOTE.



OUTGOING CODE

ROUTINE

TO : SECGEN, NEW YORK
FROM : LINNER, LEO.
DATE : 17 JULY 1961
NO. : A-1709



In his 563 O'Brien reports : QUOTE - Strong rumours in town of ex-mercenary Captain RW Brownes fourth return to Eville. Have issued orders to arrest him if sighted. Gendarmerie cooperates and is searching town by patrols to pick him up. If successful, we will send him to Léo. for interrogation and further processing. UNQUOTE.



OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK

From: LINNER LEOPOLVILLE

Miami

Date: 17 July 1961

No. : A- 1708

FURTHER MY A-1702 THE THREE CZECH DIPLOMATS ARRIVED STAN TEN DAYS AGO VIA SUDAN AND PAULIS. THEIR NAMES ARE: QUOTE STEPAN MAIKSNER, KARL PETER AND VACLAV FAMILY NAME UNKNOWN UNQUOTE. FURTHER FOUR OR FIVE CZECH DIPLOMATS ARE EXPECTED ANY TIME.

OUTGOING CODE

=====

ROUTINE

To: SECGEN NEW YORK
From: LINNER LEOPOLDVILLE
Date: 16 July 1961
No : A-1707



IN HIS ELIEO 555 EGGE REPORTS ~~TEXT~~:

QUOTE FOLLOWING SMALL INCIDENT HAPPENED HERE TODAY; PRIVATE ROCKSEN FROM SWEDISH BATTALION IN CIVILIAN CLOTHES TOOK PICTURE OF FRENCH MERCENAIRE COL TOUPET-THOME. ROCKSEN WAS PUSHED INTO CAR AT GUN POINT BY TOUET-THOME AND HELPERS. WAS TAKEN TO MINISTER OF INTERIOR AND INTERROGATED BY MR. TIGNEE WHO CONFISCATED CAMERA WITH FILM. ROCKSEN WAS RELEASED WITHOUT BEING MISHANDLED. CAMERA WOULD BE RETURNED TOMORROW. I HAVE PROTESTED TO TIGNEE AGAINST METHODS USED BY TOUET-THOME. TIGNEE IN TURN PROTESTED AGAINST PEOPLE BEING PHOTOGRAPHED FOR, AS HE SAID, QUOTE INTELLIGENCE PURPOSES UNQUOTE. AS TSHOMBE NOW HAS PROOF ENOUGH TO EXPELL FRENCH MERCENARIES I HAVE SLOWED DOWN PREPARATORY MEASURES FOR THEIR ARREST UNQUOTE

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEOPOLDVILLE
Date: 16 July 1961
No. : A-1706

Flanagan

THE SITUATION WITH RESPECT TO MEETING OF PARLIAMENT IS AS FOLLOWS:

1. 62 DEPUTIES AND SENATORS INCLUDING JOSEPH KASONGO ARRIVED FROM STANLEYVILLE WITH GARDINER AND MICUTA. GIZENGA WAS NOT AMONG PARTY. SECURITY ARRANGEMENTS AND TRANSPORTATION RAN SMOOTHLY AND THEY WERE AIRLIFTED BY HELICOPTER TO LOVANUM. PRESS AND PHOTOGRAPHERS WERE AT AIRPORT SINCE PARTY HAD NOT OBJECTED TO THEIR PRESENCE. ~~DETAILS OF PARLIAMENTARY MEETING FOLLOW BY RADIO MESSAGE.~~

2. 24 MEMBERS OF THE SECRETARIAT OF THE SENATE ALSO MOVED INTO THE LOVANUM ~~TODAY. MORE ARE EXPECTED TOMORROW.~~ YESTERDAY.

3. NO MEMBERS OF THE SECRETARIAT OF THE CHAMBER HAVE YET MOVED IN THOUGH THEY ARE EXPECTED TO DO SO TOMORROW.

4. UPON HIS RETURN FROM STAN GARDINER REPORTS: QUOTE

I HAD A VERY COLD RECEPTION IN STANLEYVILLE THIS TIME. THE ONLY EXPLANATION I CAN FIND FOR THIS IS THAT THEY HAD BEEN WARNED TO BE CAUTIOUS IN DEALING WITH ME BY DJIN WHO HAD RECENTLY BEEN TO STANLEYVILLE AS GHANA EMBASSADOR DESIGNATE. I HAD DISCUSSION WITH GIZENGA'S CHEF DE CABINET AND THE GHANA CHARGE D'AFFAIRES WHICH CONFIRMED MY IMPRESSION. EVEN GENERAL LUNDULLA WAS MORE RETICENT THAN HE HAD BEEN ON PREVIOUS OCCASIONS.

PARA I SPENT MY FIRST EVENING WITH THE AMBASSADORS OF UAR AND YUGOSLAVIA. THEY WERE ANXIOUS TO KNOW WHETHER A GUARANTEE HAD BEEN GIVEN BY THE SECGEN IN WRITING TO THE STAN GROUP. THEY ALSO WANTED ASSURANCES THAT UN WOULD GIVE EVERY SUPPORT AND PROTECTION TO ANY GOVERNMENT THAT WOULD WIN PARLIAMENTARY APPROVAL. THEY SEEMED PREPARED TO ADVISE STANLEYVILLE PARTICIPATION IN PARLIAMENTARY WORK IF ASSURANCES WERE SATISFACTORY. PARA

.../...

THURSDAY MORNING I HAD A DISCUSSION WITH TWO REPRESENTATIVES OF THE RUSSIAN EMBASSY FOR AN HOUR AND A HALF. THEY WERE DISTRUSTFUL OF THE UNITED NATIONS AND TRIED TO DISCOUNT EVEN THE GUARANTEE WHICH HAD BEEN GIVEN IN WRITING. MOST OF THE DISCUSSION WAS ABOUT UN ASSISTANCE AND PROTECTION OF A GOVERNMENT WHICH HAD PARLIAMENTARY SUPPORT. I HAD TO POINT OUT THAT WE WOULD NOT BE PREPARED TO GIVE UNQUALIFIED INDICATION OF THE EXTENT OF UN SUPPORT. WE WOULD NOT FOR INSTANCE COMMIT OURSELVES TO ACT CONTRARY TO THE DECISIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY AND SECURITY COUNCIL. WE WOULD NOT MOREOVER RISK HAVING TO TAKE DRASTIC ACTION BECAUSE OF THE IRRESPONSIBLE BEHAVIOUR OF A CONGOLESE GOVERNMENT. TO ILLUSTRATE OUR POSITION I OBSERVED THAT IF A MAN INSISTED ON JUMPING INTO A RIVER FULL OF CROCODILES HE COULD NOT EXPECT SANE PEOPLE TO JUMP INTO THE RIVER EACH TIME TO TRY TO SAVE HIM. THE VALUE OF UN GUARANTEE DEPENDED ON THE COUNTRIES WHO HAD FORCES IN THE CONGO. FOR EXAMPLE AFTER THE MATADI INCIDENT, SUDAN WITHDREW ITS FORCES. AFTER PORT FRANQUI GHANA NEARLY FOLLOWED SUIT. IT APPEARED THAT THE RUSSIANS HAD BEEN ADVISING AGAINST STAN PARTICIPATION AND WERE CONSIDERING URGING GIZENGA TO DELAY HIS JOURNEY TO LEOPOLDVILLE. THERE WAS A FAREWELL PARTY GIVEN BY ONE OF THE STAN POLITICIANS FOR DEPUTIES AND SENATORS ON THURSDAY TO WHICH UN WAS NOT INVITED. AT THIS PARTY THE MALI AMBASSADOR MADE A SPEECH IN WHICH HE ADVISED THE CONGOLESE TO FOLLOW THE ADVICE OF KRUSCHEV. PARA

I ~~SEE~~ COME FROM STAN WITH THE IMPRESSION THAT THE COUNTRIES SUPPORTING GIZENGA HAD BEEN VERY ACTIVE IN RECENT WEEKS AND THAT THEY SEEMED PREPARED TO RESUME THEIR POLITICAL INTRIGUES IN THE SAME WAY AND TO THE SAME EXTENT AS THEY DID WITH THE LUMUMBA GOVERNMENT IF THE STAN GROUP WERE TO WIN PARLIAMENTARY APPROVAL. PARA

GIZENGA MAY DECIDE TO COME TO LEOPOLDVILLE IF IT SEEMS CLEAR THAT HE IS LIKELY TO BECOME PRIME MINISTER OR WHEN SOME COMPROMISE HAS BEEN REACHED WHICH GIVES THE STANLEYVILLE GROUP A PREDOMINANT PLACE IN A NEW GOVERNMENT. EVERYTHING NOW DEPENDS ON THE RESISTANCE WHICH THE LEO AND OTHER GROUPS CAN PUT UP. UNQUOTE

5. AFTER REQUESTING TRANSPORTATION AND AFTER A PLANE HAD BEEN SENT TO BAKWANGA KALONJI AND PARTY ARRIVED HERE VIA AIR CONGO ON 14 JULY. HE IS PRESENTLY RESIDING WITH ILEO AND NONE OF HIS GROUP HAVE YET MOVED INTO LOVANUM.

.../...

6. SENDWE AND TWO PARLIAMENTARIANS FROM NORTH KATANGA ARRIVED BY UN PLANE YESTERDAY AFTERNOON BUT THEY ARE RESIDING IN TOWN.

7. NONE OF THE LEOPOLDVILLE PARLIAMENTARIANS HAVE YET MOVED INTO LOVANUM.

8. KHIARI IS STILL IN E'VILLE FROM WHERE HE AND O'BRIEN HAVE REPORTED THE FOLLOWING: QUOTE AVONS VU LONGUEMENT TSHOMBE QUI ETAIT ENTOURE DE MUNONGO KIBWE. KIBWE OUVRE LA DISCUSSION EN DISANT QUE LES NATIONS UNIES EMPECHAIENT PAR LEUR INTERVENTION LES CONGOLAIS A TROUVER UNE SOLUTION A LEURS DIFFICULTES. EN EFFET LA SITUATION ECONOMIQUE EST TELLE DANS LES AUTRES PROVINCES QUE DANS PEU DE TEMPS OU IL Y AURA UNE REVOLUTION QUI CHASSERA LES GOUVERNANTS INCAPABLES OU CEUX-CI, DEVENANT MOINS INTRANSIGEANTS, ACCEPTERAIENT UNE SOLUTION DE COMPROMIS. AUCUNE SOLUTION NE SORTIRA DU PARLEMENT, DEPENDANT QU'UNE CONFERENCE AU SOMMET RESOUDRAIT SUREMENT LES DIFFICULTES, LE PRECEDENT DE TANANARIVE EN EST UNE PREUVE. NOUS AVONS LONGUEMENT EXPLIQUE LE ROLE DU PARLEMENT ET LES POSSIBILITES MULTIPLES QU'IL OFFRAIT POUR LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION A LA CRISE CONGOLAISE. LE PRESIDENT TSHOMBE PENSE QUE LES NATIONS UNIES NE CHERCHENT PAS DE SOLUTION MAIS UNE SIMPLE SATISFACTION D'AMOUR PROPRE EN PEUNISSANT UN PARLEMENT INCAPABLE QUI A ETE FABRIQUE DE TOUTES PIECES PAR LES BELGES POUR SERVIR LEURS INTERETS. QUOTE LA SOLUTION RESIDE DANS LA CONFERENCE AU SOMMET UNQUOTE NOUS A-T-IL DIT, QUOTE LES PARLEMENTAIRES NE SONT PAS VALABLES ET VOUS LES CONNAISSEZ AUSSI BIEN QUE MOI, ALORS POURQUOI N'IMPOSEZ-VOUS PAS LA CONFERENCE AU SOMMET UNQUOTE CE A QUOI NOUS AVONS RETORQUE QUE LES PREMIERES CONFERENCES AU SOMMET N'ONT DONNE AUCUN RESULTAT ET QUE CE SONT LES MEMES HOMMES DU PARLEMENT QUI SE TROUVERONT A LA CONFERENCE AU SOMMET QUE TSHOMBE PRECONISE. NOUS AVONS LONGUEMENT EXPLIQUE A TSHOMBE TOUTES LES POSSIBILITES QUI POURRAIENT SORTIR DU PARLEMENT POUR DEMONTRER QUE DANS CHAQUE EVENTUALITE SON ABSENCE PORTERAIT UN GRAND TORT A SON PAYS ET A LUI-MEME, TANDIS QUE SA PRESENCE AIDERAIT A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION ET DANS LE PIRE AU MAINTIEN DES POSITIONS ACTUELLES. TSHOMBE NOUS CONFIRME SON DESIR DE COLLABORER AVEC LES NATIONS UNIES IL NOUS DIT QUE SON GOUVERNEMENT ET LUI N'ETAIENT PAS DES EXTREMISTES ET QUE SON POSITIVISME L'EMPECHE DE FAIRE DE LA DEMAGOGIE PARLEMENTAIRE. QUOTE NOUS SOMMES SURS QUE LE GOUVERNEMENT QUI SORTIRA DU PARLEMENT NOUS ATTAQUERA AVEC L'AIDE DES NATIONS UNIES ET QUE VOUS CHERCHEZ A NOUS ASSUJETIR A LEO SOIT A NOUS DETUIRE TOTALEMENT. C'EST DOMMAGE QUE LES NATIONS UNIES QUI SONT A LA BASE DE NOTRE

INDEPENDANCE (CONGO) AINSI QUE d'AUTRES PETITS PAYS AGISSENT AUJOURD'HUI POUR DETRUIRE LEUR OEUVRE UNQUOTE. PRESSES D'ARGUMENTS AUXQUELS ILS NE PEUVENT RIEN OPPOSER TSHOMBE ET SES MINISTRES NOUS ONT INFORME QU'ILS POSERONT IMMEDIATEMENT LA QUESTION DE LEUR PARTICIPATION AUX TRAVAUX PARLEMENTAIRES A L'ASSEMBLEE PROVINCIALE ACTUELLEMENT REUNIE A E'VILLE. UNE REPONSE URGENTE NOUS SERA COMMUNIQUEE. LE PRESIDENT TSHOMBE A PRIE KHIARI D'ATTENDRE CETTE REPONSE. (PREVUE POUR 17 JUILLET). COMMENTAIRES: TSHOMBE PARLAIT AVEC PEINE, IL ETAIT VISIBLEMENT FATIGUE, LES TRAITS TIRES ET LE REGARD VAGUE ET FIEVREUX. IL MESURE LES CONSEQUENCES DE SA NON-PARTICIPATION MAIS N'ETANT PAS PARLEMENTAIRE, IL PARAISSAIT ANXIEUX DE CEDER LA TACHE DE DEFENDRE SES IDEES A DES GENS PEU QUALIFIES ET EN QUI IL N'A GUERE CONFIANCE. AUCUN DE SES MINISTRES A PART KIMBA QUI EST FAIBLE, N'EST PARLEMENTAIRE. C'EST LA QUE RESIDE, EN GRANDE PARTIE, LES CAUSES DES HESITATIONS DE TSHOMBE. EN FACE DE CETTE INCOMPETENCE SE TROUVERAIENT DES GENS TELS QUE SENDWE MWAMBE ET D'AUTRES HOMMES POLITIQUES PLUS OU MOINS COMPETENTS. UNQUOTE

9. BADJOKO AND HIS TWO COMPANIONS WHO WERE UNDER HOUSE ARREST ESCAPED YESTERDAY AND IS NOW UNDER OUR PROTECTION IN STAN. WE SHALL TRY AND BRING HIM HERE AS EARLY AS FEASIBLE.

10. SHALL SEND YOU TOMORROW IN CLEAR UP-TO-DATE LIST OF ALL PARLIAMENTARIANS AND OTHER SECRETARIAT STAFF UNDER OUR CARE AT LOVANUM.

OUTGOING CODE

ok/lay

PRIORITY

TO : NARASIMHAN, NEW YORK
FROM : LINNER, LEO.
DATE : 15 JULY 1961
NO. : A-1705

[Handwritten signature/initials]

IN HIS 549 OBRIEN REPORTS:

QUOTE - ARRANGED MEETING LAST NIGHT WITH INFLUENTIAL BELGIAN BUSINESSMEN VISITING FOIRE INTERNATIONALE EVILLE; PRINCE DE LIGNE DIRECTEUR FABRIMETAL, M WELTER, DIRECTEUR DU BUREAU DE COMMERCE IN BELGIUM FOREIGN OFFICE, (KINGPIN OF SEVERAL SOCIETES GENERALES ENTREPRISES) AND M ROBIALERT, JOINT MANAGING DIRECTOR OF UNION MINIERE DU HAUT KATANGA IN BRUSSELS. WE EXPLAINED UN GENERAL POLICY IN THE CONGO AND IMPRESSED UPON THE GENTLEMEN THE NECESSITY FOR PERSUADING TSHOMBE TO GO TO SUMMIT MEETING IN LEO AND LET HIS DEPUTIES ATTEND THE PARLIAMENT SESSION. THEY SEEMED TO UNDERSTAND THE SERIOUS SITUATION THAT WOULD ARISE IF KATANGA WAS ISOLATED AS A REBEL PROVINCE UNDER A LEGAL GOVERNMENT IN LEO RECOGNIZED BY UN AND INDIVIDUAL COUNTRIES. THEY PROMISED TO DO THEIR BEST TO ASSIST UN IN ACHIEVING THEIR AIM REGARDING TSHOMBE'S PARTICIPATION IN SUMMIT AND PARLIAMENT. UNQUOTE.

OUTGOING CODED CABLE

PRIORITY

ok/hay

To : BUNCHE New York

From : S. Linnér; Léopoldville.

Date : 15 July 1961

N° : A- 1704

Raymond

Reur 4912. Following parliamentarians so far accommodated in
Lovanium :

From Luluabourg : Eugene KAMBA; François LUAKABURNER; Etienne MUZODI;
Joseph MWENIA PUTU; Victor KANDE; Clement MBUYI KATENDE; Sylvestre
KALAMBA-MANGOLE; Pascal ETUMBA; Honoré Fwabma MOKENGELE.

From Bukavu : Marcel BISUKINO; Albert CHAKIRWA; Augustin BIRERA;
Alexandre KABARE.

Will keep you posted every day./.

OUTGOING CODE

ok/hay

PRIORITY

TO : SECGEN, NEW YORK
FROM : LINNER, LEO.
DATE : 15 JULY 1961
NO. : A.1703

Q. [Signature]

We have sent Mrs. Gizenga and her baby daughter to Stanleyville by UN plane this morning.

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

To: BUNCHE NEW YORK
From: LINNER LEOPOLVILLE
Date: 15 July 1961
No.: A-1702

Alim

YOUR 4914

AIRCRAFT BEARING SOVIETS ARRIVED JULY 7. WILL REVERT TO YOUR QUESTION
ABOUT THE CZECHS AS SOON AS I HAVE ADDITIONAL INFORMATION FROM STAN.

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : NARASIMHAN, NEW YORK

FROM : LINNER, LEO. *Linner*

DATE : 14 JULY 1961

NO. : A-1701

jk pke

In his 547 O'Brien reports :

QUOTE At our conversation with Tshombé this evening we again pressed the question of the French mercenaries and indicated that failing action by the Katangese authorities we would have to take action soon. Tshombé said he had always been opposed to the recruitment of the French mercenaries and was anxious to get rid of them. His only difficulty was that the Katangese authorities appeared to have made a long term contract with them. We pointed out that the demand for the withdrawal of the UN being an event outside the control of the Katangese authorities released them from the contract. Tshombé promised to go into the matter and let us have a definite reply on Monday. We said we would wait till then but indicated that we might not be able to hold our hands long thereafter. We stressed the dangers of conspiracy by these officers and named Kibwe as known to be associated with them. Tshombé expressed no surprise at this but expressed full confidence of his ability to handle Kibwe who he said could do nothing without him. UNQUOTE.

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : NARASIMHAN, NEW YORK

FROM : LINNER, LEO. *Min*

DATE : 14 JULY 1961

NO. : A-1700

ok pky

In his 548 O'Brien reports :

QUOTE During meeting Tshombé this evening question of sending 20 officers candidates from Katanga Gendarmerie to UN Military School at Kamina was raised. Tshombé favourable to thought but wanted discuss problem with Mobutu before giving final reply. Tshombé requested detailed information about Egge's mission as he was not yet properly briefed by his own advisers. Explanation given and Tshombé seemed willing cooperate UN in this respect. He would not commit himself, however, before discussed problem Mobutu. Tshombé promised to call for Egge to meet Mobutu and to take part in summing-up-phase of discussion. We impressed upon Tshombé the necessity for appointing an African Commander of Gendarmerie at earliest possible date and pressed for accelerating efforts to implement resolution. UNQUOTE.

Outgoing Code

To : Bunche
From : Linner Mac Eoin and Ahmed
Date : 14 July 61
No. : A-1699

Reur 4891. The four contingent commanders concerned have been requested to provide necessary personnel and we do not expect that any difficulty will arise. The allowance of \$1 per day will be paid in view of very special circumstances in which services of military personnel are proposed to be utilized.

cc: Mr. S. Linner
General S. Mac Eoin

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : NARASIMHAN, NEW YORK

FROM : LINNER, LEO. *Lin*

DATE : 14 JULY 1961

NO. : A-1698

ok pks

1. O'Brien arrived here this morning for discussion and to convey Tshombé's desire to see Khiari in Eville before Tshombé finally makes up his mind.
2. Khiari and OBrien are leaving for Eville at dawn tomorrow morning and it is hoped Khiari will return with Tshombé.
3. SCHWARTZ leaving for E'ville Monday the 17th.

Q

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEO
Date: 14 July 1961
No.: A-1697

ok pmo

1. Further my A-1695 Tickner confirms eight Soviets arrived by plane from PAULIS with about one ton of luggage. Their names ^{quote} are: KOSNOV, KOVNAFINE, YOUSEV, NASESTRINE, LIDELNIKOV, IASKOV, PODGORNOV, MAXIMOV. Unquote They claim to be Soviet diplomatic mission to Gizenga's Government but have not yet formally presented credentials.

2. Three Czech diplomats are also in Stan expecting arrival of few others and these pretend also to establish diplomatic relations with Gizenga.

4

CY6 8 LEO 290

OUTGOING CLEAR

ETAT PRIORITE
UNATIONS NYK

1961 JUL 14 17:17
O.N.U.C. ROUTINE

To : Narasimhan, New York

From : Linner, Léo.

Date : 14 July 1961

No. : A-1696

CI

Following cable has been received from Bakwanga, Minister of Information, who also sent it to Kasa-Vubu, Iléo, Ngalula, Embassies of United States, Great Britain, France, Israel and Congolese Press.

QUOTE Après avoir entendu délégation Nkonga venu Léopoldville par Président Léopoldville présidé par M. Kalonji Thimothée Conseil des Ministres qui a tenu session extraordinaire hier matin et mission conjuguée avec Parlementaires hier après-midi a pris décisions suivantes Stop Nous Conseil Ministre Sud Kasai permettons notre Mulopwe Albert Kalonji Ditunga Chef Gouvernement Royaume fédéral Sud Kasai se rendre Léopoldville Sessions Parlementaires Congolais accompagné de tout son groupe des Parlementaires Stop Deux Stop Notre Mulopwe se rendra à Léopoldville Vendredi prochain et nous invitons population Nkonga Léopoldville lui réserver accueil comme toujours aéroport d'ou il passera directement Lovanium Stop Trois Stop Notre Mulopwe part au Parlement tant que Mulopwe et en tant Chef le notre Gouvernement Stop Quatre Stop Notre groupe parlementaire accordera confiance nouveau formateur à condition que ce dernier lui soit connu avance et reconnaître son accord Stop Cinq Stop Notre groupe parlementaire accordera confiance gouvernement à condition que les membres de ce gouvernement soient des représentants donnés par différents Etats dont nous sommes Stop Cela être selon Conférence Coq Stop Six Stop Mission confiée par nous à Monsieur Ngalula Joseph être terminée Stop Intéressé être depuis ce jour rayé liste notre gouvernement suite à ses activités subversives égard Sud Kasai Stop Il reste Député provincial et doit regagner Bakwanga pour prendre sa place au sein Parlement Sud Kasai Stop

No.

S'il refuse immunité parlementaire lui sera enlevée nous le traduirons
justice Stop En sa Séance extraordinaire d'hier soir après avoir entendu
Conseil Ministres Parlement Sud Kasai enterine ces décisions après
discussions FullStop. UNQUOTE.

1061
13:24
TRANSMITTED
ONUC.

1061
14
13:28

TRANSMITTED

CONFIRMATION COPY
OF MESSAGE DISPATCHED

P/Pen

OUTGOING CODE

PRIORITY

OK
fanciful

To: SECGEN NEWYORK
From: LINNER LEOPOLDVILLE
Date: 13 July 1961
No.: A-1695

Lin

INFORMATION FROM US EMBASSY HERE ABOUT EIGHT MEN SOVIET DELEGATION
INCLUDING AMBASSADOR DESIGNATE ARRIVING AT STANLEYVILLE VIA JUBA IS
BEING CHECKED WITH OUR REPRESENTATIVES AT STAN. WILL INFORM YOU URGENTLY
IF AND WHEN EVIDENCE IS OBTAINED.

OUTGOING CLEAR

OK
ferridas
ROUTINE

To : Narasimhan, New York

From : Linner, Léo. *Linner*

Date : 13 July 1961

Q
No. : A-1694

You may be interested in following announcement broadcasted on 10 July in Coquilhatville by ^{/Omari} Commissaire d'Etat : QUOTE - Mes Chers Concitoyens,

Me voici envoyé parmi vous en qualité de Commissaire Général Extraordinaire.

Avant d'**exercer** effectivement mes fonctions, je me fais le devoir d'exprimer mes remerciements les plus chaleureux à Monsieur le Président et aux membres du Gouvernement Provincial, aux Députés Provinciaux, aux autorités civiles et militaires, aux unités de l'Armée Nationale, de la Gendarmerie ⁽¹⁾ et de la Police Urbaine, ainsi qu'à toute la population de Coquilhatville, pour le charmant accueil qui m'a été réservé ce samedi dernier lorsque je débarquai en la Capitale de l'Equateur.

C'est aussi en cette première occasion qu'il m'incombe de vous exposer la signification de ma mission, pour ainsi dissiper dès à présent tout malentendu possible.

Je viens accomplir ici, un apostolat de réconciliation, de retour à la légalité et de sécurité sociale.

Il y a un an, nous vivons une histoire qui nous déshonore. Pour y mettre fin, pour réussir à réparer notre passé et à sauvegarder notre patrimoine, un esprit d'entente et de tolérance est absolument indispensable. Il entre donc dans mes attributions de vous ramener à une entente fraternelle, à vous réconcilier pour votre intérêt à tous. *(2)*

En même temps, il faut à tout prix un retour à la légalité.

Vous savez tous que la Loi Fondamentale est encore en vigueur et que par conséquent, les institutions qui en découlent demeurent valables. C'est d'ailleurs en foi de ce principe que vos délégations à la Conférence de Coquilhatville ont approuvé, par une motion collective, la décision du Président de la République de rouvrir le Parlement. Si donc le Chef de l'Etat, le Parlement et le Gouvernement Central subsistent, il va sans dire que les institutions provinciales conservent incontestablement leur caractère légal jusqu'à l'adoption d'une future constitution.

Il est dès lors de mon impérieux devoir d'assurer en ce sens le respect de⁽³⁾ la légalité. Ce respect de la loi nous est impératif à nous tous, à quelque rang social que nous appartenions. Ainsi, non seulement les populations doivent soumission et obéissance aux ordres des Autorités légalement établies, et ce suivant toute la gradation hiérarchique, mais aussi et surtout, il importe que les Autorités elles-mêmes s'en tiennent strictement à la légalité. Je veillerai fermement à ce qu'il en soit ainsi.

Enfin, je m'emploierai corps et âme à maintenir l'ordre, même par la force s'il le fallait, en vue d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Il est absolument stupide et indigne que des communautés voisines, qui, hier vivaient en paix et en frères sous un empire étranger, se détestent aujourd'hui et s'entretuent sauvagement au lieu de jouir fraternellement de l'indépendance.

Voilà en quelques mots, mes Chers Concitoyens, en quoi se justifie le rôle du Commissaire Général Extraordinaire. Ce sont là des principes essentiels de ma mission. J'aurai l'occasion de revenir périodiquement à ce microphone pour vous entretenir des divers problèmes du moment dans leurs aspects de détail.

(4)
Au demeurant, je tiens à souligner que je ne viens pas ici pour me substituer aux Autorités Provinciales. Au contraire, mon rôle est de rehausser leur action et leur prestige, avec un droit de supervision qui précisément mettra leurs décisions à l'abri de toute suspicion.

Je ne viens pas ici non plus pour reconnaître tel ou tel Etat Fédéré, ni pour organiser un quelconque referendum comme d'aucuns pourraient le croire. Je suis incompétent pour ces problèmes qui relèvent respectivement du Parlement et du Gouvernement Central. En cas d'un referendum, il ne m'appartiendra que d'y maintenir l'ordre.

Enfin, contrairement à certains bruits tendancieux voire calomnieux qui ont circulé avant ma nomination, j'entends devoir accomplir ma mission en toute impartialité et en parfaite neutralité, c'est-à-dire, sans aucun parti-pris ni favoritisme à l'égard de l'un ou l'autre groupement.

C'est dans cet esprit, mes chers concitoyens, que je me permets de compter sur votre sagesse et votre meilleure volonté.

Je vous convie tous au bon sens, à une compréhension mutuelle sincère. Restons frères dans nos diversités, abandonnons nos querelles stériles, serrons-nous la main sans rancune pour reconstruire notre beau pays dans la paix, dans la prospérité. VIVE LE CONGO!. UNQUOTE.

OUTGOING CODE

FLASH

To: NARASIMHAN-- NEW YORK
From: LINNER, LEOPOLDVILLE
Date: 13 July 1961
No.: A-1693

1. RE YOUR 4819 TIME FACTOR HAS BEEN THE ONLY DETERRENT IN OUR NOT HAVING SUBMITTED TO SECGEN DRAFT OF REPLY TO GIZENGA AS REPORTED IN OUR 3963-64.
2. AS REGARDS SECGEN'S COMMENTS ON POINTS 1 AND 2 "SECURITE TOTALE" OUR TEXT HAS AVOIDED ALL INDICATIONS OF ABSOLUTE UN COMMITMENT.
3. WITH RESPECT TO POINT 3 WE HAD DETECTED THE TRAP AND FELT IT WOULD BE BEST TO OMIT ANY REFERENCE TO THIS PARTICULAR POINT. WE ARE VERY MUCH AWARE OF THE DIFFICULT POSITION UN MAY FIND ITSELF AND HAVE ALREADY BROUGHT THIS TO THE ATTENTION OF SECGEN IN OUR 3961-62.
4. FINALLY YOU WILL NOTE THAT THE ANNOUNCEMENT REPORTED IN OUR 1686 CONTAINS ALL SECGEN'S REMARKS CONSIDERED RELEVANT IN VIEW OF WIDER PUBLICITY GIVEN TO THIS TEXT.

OUTGOING CODE

TO : SECGEN, NEW YORK
FROM : LINNER, LEOPOLDVILLE
DATE : 12 JULY 1961
NO : A-1692

OK
SL
OK
Tourist

Your 4775.

1. No UN planes have engaged in the dropping of arms, messages etc over Angola. The only UN aircraft based on Kamina is a DC3 which is hardly a "small" aircraft. It is under the control of the Nigerian Brigade Commander and has not been employed on flights over Angola.
2. However, direct flights Leopoldville to Elisabethville and return have on occasion overflowed Angola in the area of Portugalia. In view of the Portuguese complaint, we have now given orders for the diversion of all such flights to avoid overflying Angola.
3. Diversion presents no technical problem, but adds 30 minutes and costs \$ 250 to each flight each way. Sabena overflies Angola in Portugalia area with Portuguese permission. You might therefore consider requesting the Portuguese Government for permission to overfly Angola in Portugalia area on the UN flights between Leopoldville and Elisabethville.

OUTGOING CODE

OK
furnished

TO : BUNCHE, NEW YORK
FROM : LINNER, LEOPOLDVILLE
DATE : 13 July 1961
No. : A- 1691

Lin

Ref your 4881. I am sure you will appreciate the circumstances in which Thyssen was taken into custody. Please see your 4825. It was impossible to keep Thyssen in E'ville even for a moment after his arrest in view of extreme tension which it generated. No possibility of his immediate dispatch direct to Johannesburg from Katanga since no commercial flights were available immediately. As you are aware UN aircraft could not have been used to fly him to Johannesburg. He was therefore brought to Leo immediately by UN aircraft.

OK/Rosen

To: Bunche ONLY
From: Linner, Mac Eoin *Linner*
Date: 13 Jul 61
No: A-1690

The Tunisian decision not to replace the 4th Tunisian Group confronts us with a serious situation. It is imperative that these troops be replaced, otherwise we might very easily lose the rather shaky degree of military control we have in the Congo at the moment. The situation which may exist should Parliament fail to meet, or, having met, fail to reach any firm decisions as to the future government of the country, could indeed be a very serious and difficult one. *Y* It is quite possible that Mobutu will attempt to stage another coup but should he make this attempt it is very likely that we shall find ourselves nearer to civil war in the Congo than we have been during the past twelve months. It is therefore imperative that the Tunisian Group be replaced before they leave the Congo in August.

An Indonesian contingent would be most welcome. We understand that even before the Indonesian contingent was repatriated from the Congo steps were being taken in Indonesia to prepare another Bn for service here. They are first-class troops and would be invaluable in the Leo situation.

cc: Dr Linner

Sub
13/1

OK/R

To: Bunche
From: Linner, Mac Eoin
Date: 13 Jul 61
No: A-1689

Linner

Subject: ANC Training.

We have been examining the problem of ANC training for some time, with particular reference to the training of officers and NCOs. We have taken initial steps to establish a school at Kamina which would cater in the first instance for sixty to eighty officers. It is possible, if Parliament meets with any success, that we shall be able to proceed immediately with the training of ANC at least from STAN and LEO. ✕

We considered at one stage that it might be possible to find sufficient officer and NCO instructors from the contingents at present in the Congo. A detailed examination of this problem, however, has indicated that this is not possible. We have therefore to request that the necessary representations be made at your end in an effort to find suitable instructors.

The course envisaged would be a standard infantry course with more emphasis on elementary subjects than is the case normally in a course of this type. The duration of the course would be approx six months. The instructors therefore should be drawn ^{mainly} from the infantry corps. ✕ We would require one Lt-Col, two majors, nine captains or lieutenants, twelve drill sergeants, three physical training sergeants, eight officers or civilians to teach academic subjects; all of these would of course have to be French-speaking.

A discussion held at this HQ with the Contingent Commanders now serving in the Congo has revealed that Tunisia and Canada are likely to be in a position to provide both officers and NCOs who are French-speaking. Sweden might be in a position to provide a couple of French-speaking officers. India, Ethiopia, Nigeria and Ireland are not likely to be in a position to provide either French-speaking officers or NCOs. Ghana may be able to provide a few French-speaking NCOs but not French-speaking officers.

X The administration of the school can be undertaken by the unit providing the garrison at Kamina. In addition this unit should also be in a position to give the necessary training demonstrations required on a course of this type. It is desirable that we should have these instructors assembled as early as possible in order to proceed with the necessary preparatory work for this course. The problem of providing courses for ANC NCOs is still under examination but it is possible that this might have to be deferred until we have completed the first training course with officers in order to be in a position to use Swahili and Lingala-speaking Congolese officers.

~~We should like to have your comments on this problem.~~

The Comdt of the school would of course be a Congolese officer of say the rank of Colonel.

We would like to have your comments on this problem.

Sm
13/7

cc: Dr Linner

OUTGOING CODE

OK/R

PRIORITY

TO : NARASIMHAN, NEW YORK

FROM : LINNER, LEO. *Linner*

DATE : 13 JULY 1961

NO. : A-1688

HAVE RECEIVED FOLLOWING FROM CABALLERO IN HIS 891-A.

QUOTE INFORMANTS REPORT KALONJI RADIO SPEECH WAS HEARD YESTERDAY HERE
CONTAINS DENUNCIATION NGALULA^A AS TRAITOR AND ENEMY AS WELL AS ANNOUNCING
HIS JUDGMENT FOR THESE CRIMES. MULOPWE ALLEGEDLY SAID NGALULAS WIFE WAS
ARRESTED WHILE FLEEING COUNTRY WITH SUBTRACTED DIAMONDS AND STATE SILVER
CUTLERY. FURTHER ATTACKS ADDRESSED ^{To} ~~THE~~ AMBITIOUS INTELLECTUALS FLOCKING
INTO SOUTH KASAI SEEKING INFLUENTIAL SITUATIONS. REQUESTS TO VARIOUS
BALUBA CLANS NOT TO FIGHT FOR CABINET AND OTHER POSTS. X OTHER PRESSING
REQUESTS TO BALUBA MINORITIES PORT FRANQUI LUEBO TSHIKAPA TO SEND URGENTLY
FOOD AS "THEIR BRETHREN" RUN * AROUND BAKWANGA GREATLY SUFFERING. OTHER
INFORMANTS RECENTLY ARRIVED FROM BAKWANGA HAVE SEEN FORMER REFUGEE AREA
CHACHACHA KABEYA KAMUANGA REPORT CORN CROP WAS GOOD SITUATION IN DISPENSARIES
HOSPITALS STILL GOOD AND UNCHANGED FROM APRIL LEVEL. FOOD SHORTAGES MAINLY
FOR NEWCOMING REFUGEES WHO WERE NOT REPEAT NOT PART OF FAMINE PROBLEM FOR
WHICH UN OPERATION STARTED LAST YEAR. DIAMOND MINE PRIVATE POLICE STILL
OPERATING AND NOT DISBANDED CONTRARY TO NGAULULA INFORMATION TO YOU. UNQUOTE.

OUTGOING CODED CABLE

OK/R
PRIORITY

A : NARASIMHAN, NEW YORK

DE : S. LINNEN, LEOPOLDVILLE *Lin*

DATE : 13 JUILLET 1961

N° : *A-1687*

KALONDJI A ENVOYE TELEGRAMME SUIVANT A NGALULA, AVEC
COPIE A KASA-VUBU, ILEO et MOBUTU :

"N° 10/11/16 VOUS INFORMONS QUE CONSEIL DES MINISTRES
EXTRAORDINAIRE REUNI CE MARDI ONZE JUILLET STOP PARLEMENT
ENTENDU STOP VOUS ETES DESTITUE DE VOS FONCTIONS DE VICE
PRESIDENT DU CONSEIL DE NOTRE GOUVERNEMENT STOP REGAGNEREZ
DONC BAKWANGA EN TANT QU'UN DEPUTE FULLSTOP"

CECI CONFIRMERAIT L'EVALUATION ~~FAITE PAR CABALLERO~~
QUE NOUS VOUS AVONS TRANSMISE PAR NOTRE A-1613 DU 3 JUILLET./.

OUTGOING CLEAR

MOST IMMEDIATE

To: NARASIMHAN NEW YORK
From: LINNER LEOPOLDVILLE
Date: 12 July 1961
No: A-1686

In view imminent opening of Parliament and since all political factions appear to attach great importance to UN providing full security measures for safety all parliamentarians during session, we have found necessary to publicize following:

Quote Déclaration du Secrétaire Général para

Au moment où de toutes les parties du Congo les Sénateurs et les Députés commencent à arriver à Léopoldville en vue de la session parlementaire qui s'ouvrira le samedi 15 juillet, je me dois de rappeler qu'au nom des Nations Unies j'ai donné à l'ensemble des membres du Parlement toutes les assurances qu'il est humainement possible de donner, compte tenu des moyens à notre disposition et de la mission de l'ONU au Congo, en ce qui concerne leur sécurité et leur protection personnelle.

Toutes les précautions possibles ont déjà été prises en vue de protéger les Parlementaires tant à leur arrivée dans la capitale que durant la session du Parlement.

Je souhaite aux Sénateurs et aux Députés tout le succès possible dans leurs travaux en cours des jours décisifs qui les attendent. Pour le peuple congolais, je forme le vœu que les délibérations de ses leaders lui soient une cause de satisfaction. J'espère vivement que les Sénateurs et les Députés sauront mettre de côté toutes les considérations d'intérêt personnel et d'avantages politiques immédiats et agiront en hommes d'Etat soucieux de l'intérêt du peuple congolais et du bon renom de leur pays. UNQUOTE

OUTGOING CODE

TO : SECGEN, NEW YORK
FROM : LINNER, LEOPOLDVILLE
DATE : 12 July 1961
No. : A- 1685


Linner

Re your 4741 regarding Thyssen. He was brought to Leo from Elisabethville by UN aircraft on 8 July after O'Brien, acting in consultation with Muller, had given written undertaking to Thyssen that he will be sent to Johannesburg. Muller himself had strongly favoured sending Thyssen to Johannesburg as his return to Belgium might be embarrassing to Spaak. Red Cross representative and French Embassy official visited Thyssen on morning of his arrival here and were satisfied with his treatment. French Embassy, however, has refused to undertake financial responsibility of Thyssen's flight to Johannesburg arranged for Friday morning 14 July without specific authorization from Paris. This despite earlier acceptance of such responsibility in the case of Belina-Podgaetsky and his four associates. Notwithstanding several efforts to obtain final word from French Embassy no definite answer has yet been given by them. Since it is imperative that Thyssen leaves on Friday morning I have authorized ONUC Travel Office to pay air fare from Leo to Johannesburg pending reimbursement by the Belgian Government. Grateful if this matter is taken up with Belgian delegation and necessary arrangements made for such reimbursement. I do not wish to compromise the principle that UN is not repeat not financially responsible for implementation of Security Council resolution relating to foreign mercenaries and political advisers.


OUTGOING CLEAR CABLE

Routine

To : Sec Gen , New York
From : Linner , Léopoldville
Date : 12 July 1961
No : A-1684



In his Elleo 534 O'Brien reports as follows : Quote Katanga Independence was celebrated here today . No repeat no Consular Representation at te Deum and March past. Chairs prepared for Consular Corps were removed from church and march past stand before ceremony. March pas^t dominated by Gendarmerie and Police but school boys and girl scouts , war veterans and other organizations were represented in the 1½ hour parade. Tshombe made speech for Independent Katanga. No anti-Un declarations or demonstrations have been noticed, Tshombe gives reception at palace 18 00 hrs today. Un and Consular corps will not attend . Unquote .



OUTGOING CLEAR CABLE

Routine

To : Sec Gen , New York

from : Linner , Léopoldville

Date : 12 July 1961

No : A-1683

Les parlementaires Balubakat : Kalikoni , Luongwe-Ngoy , Kabange-Numbi, Mukalay m'ont demandé de vous transmettre le télégramme suivant :
Quote Objet : Télégramme sur 30 000 mercenaires rhodésiens .

Avertissons ONU Radio Katanga déclarait 11/7 en Lunda et Sanga que Gouvernement Katangais enverrait 30 000 mercenaires Rhodésiens pour envahir Kabalo stop Protestons énergiquement contre cette imminente offensive stop ONU responsable stop Demandons ONU prendre mesures énergiques empêcher guerre civile et génocide fullstop Unquote .



OUTGOING CODE

ROUTINE

To: Narasimhan, New York
From: Linner, Léo
Date: 12 July 1961
No. : A- 1682

1. 535 from Egge reads as follows:

QUOTE MET COLONEL CREVECOEUR OF BACKWANGA AT COLONEL CREVECOEURS HOUSE. HE CAME TO EVILLE TO CONSULT WITH GENDARMERIE HEADQUARTERS. TOLD THAT KALONDJI HAD DECIDED TO REFUSE UN FOOD RELIEF. THIS WOULD LEAD TO STARVATION OF PART OF THE POPULATION. MAJOR CREVECOEUR THEREFORE HAD DECIDED TO LEAVE KASAI AND RETURN TO BELGIUM HERE HE WOULD CONTINUE AS A REGULAR OFFICER. HE ALSO TOLD THAT FRENCH COLONEL GILLET WAS EXPECTED BACK FROM LEAVE IN FRANCE BEFORE THE END OF THE MONTH. PROPOSE NEWYORK BE APPROACHED TO INDUCE FRENCH GOVERNMENT TO PREVENT GILLET'S RETURN TO CONGO UNQUOTE

2. PLEASE LET US KNOW WHAT STEPS YOU ARE TAKING RE LAST SENTENCE ABOVE.



OUTGOING CABLE

Code

Routine

To : Narassimhan , New York
From : Linner , Léopoldville
Date : 12 July 1961
No : A-1678, 1679, 1680, 1681

Following letter was delivered to Tshombe by O' Brien on 9 july : quote Monsieur le Président . Je tiens d'abord à vous remercier tout particulièrement pour le calme et la sérénité que vous avez su apporter, lors de notre entretien, à la considération des récents faits dans une atmosphère qui sans vous et sans l'intermède discret et bienveillant du Président Mutaka , risquait de devenir plus tendue .

J'ai longuement réfléchi à notre conversation de vendredi soir et j'ai pensé vous communiquer certaines conclusions .

En premier lieu j'ai cru comprendre que vous et vos collègues vous avez une idée certes sincère mais entièrement fausse en pensant que l'objet de l'ONU est de semer la discorde au Katanga. Cette idée ne correspond en rien aux faits. Vous-même, par exemple , vous avez dit à M. Khiari que les forces de l'ONU - et vous en étiez particulièrement reconnaissant - se sont opposées à l'ingérence dans le territoire de Katanga de troupes venant de l'extérieur et en ont désarmé les éléments avancés. Si l'objet de l'ONU eut été de semer la discorde au Katanga , les évènements se seraient déroulés autrement .

Il s'avère que la mise en oeuvre des résolutions, et surtout du paragraphe A-2 de la résolution du Conseil de Sécurité du 21 février 1961, a soulevé des difficultés. Certains membres du Gouvernement ont pu concevoir que l'exécution de la résolution, dans un cas ou dans un autre, était le prélude à de nombreuses expulsions d'Européens au Katanga. Vous vous êtes d'ailleurs élevé vous-même

contre l'application de la résolution, en ce qui concerne un particulier non employé par le Gouvernement katangais, sans que le Gouvernement en soit avisé au préalable .

Je puis vous donner, Monsieur le Président, certaines assurances à cet égard. Laissant de côté la question des militaires et para-militaires, le nombre des conseillers politiques visés par la résolution est petit. Les cas que nous étudions sont de l'ordre d'une trentaine de personnes employées par le Gouvernement Katangais en qualité de fonctionnaires supérieurs . A ce chiffre il faut ajouter une douzaine de cas de particuliers non employés par le Gouvernement katangais qui exercent une activité politique et qui sont susceptibles, s'ils continuent cette activité, d'être classés comme conseillers politiques . Dans les deux cas, celui des employés du Gouvernement katangais et celui des privés, il se peut que le chiffre final soit inférieur à celui que je viens d'indiquer . Il est improbable qu'il soit plus élevé, mais il ne peut être question d'une "chasse aux Belges " généralisée . Au contraire, il y a tout intérêt à ce que les Belges qui n'exercent ni activité politique ni activité militaire restent dans l'exercice de leurs fonctions puisqu'ils peuvent contribuer au bien-être du Katanga et du Congo en général .

Pour l'autre question, celle de l'avertissement à donner aux autorités katangaises , je puis vous donner l'assurance suivante : Les Nations Unies n'exerceront pas un ordre d'expulsion contre une personne, employée ou non par les autorités katangaises, sans que le nom de cette personne soit communiqué au préalable aux autorités katangaises comme étant visée par le paragraphe A -2 de la résolution du Conseil de Sécurité du 21 février 1961.

Je dois vous faire remarquer toutefois, Monsieur le Président, que la mise en oeuvre des résolutions jusqu'à présent a été très lente et que, bien que nous ne doutions pas de la sincérité de l'acceptation par les autorités katangaises de cette résolution, ces autorités ont rarement apporté, dans un cas concret, une coopération active et rapide . En l'occurrence, je suis obligé d'insister

sur le fait que le Secrétaire général des Nations Unies, entouré par les affaires du Congo d'un Comité Consultatif, est seul chargé par le Conseil de Sécurité de l'interprétation de la résolution en question. Lorsqu'une personne est désignée par le Secrétaire général comme étant visée par les résolutions, il n'est pas question qu'un gouvernement d'un état quelconque, qu'il soit ou non membre des Nations Unies, puisse discuter l'interprétation du Secrétaire Général ou contester le retrait et l'évacuation immédiats de la personne visée du territoire. Donc, quand un individu est signalé par le Secrétaire général comme tombant sous le coup de la résolution, toute discussion entre les autorités katangaises et le représentant de l'ONU doit se borner à fixer les modalités d'application à adopter et du délai à accorder. Toutefois, le Secrétaire général est seul juge pour décider si un délai doit être accordé ou non.

Au cas que les autorités katangaises adhèrent à ces principes de base, il est certain que la mise en application des résolutions peut se faire sans heurts et sans provoquer des désordres. Si au contraire les autorités katangaises, tout en acceptant la résolution en principe contrecarrent sa mise en application, elles risquent à tout moment par ses efforts contraires à l'action des Nations Unies de provoquer de graves désordres.

Comme j'ai souligné dès le début de ma mission, je suis ici à seule fin de mettre en oeuvre ces résolutions et je ne puis admettre qu'on contrecarre leur application. Il est évident, et les événements récents l'ont prouvé, qu'un conflit entre l'attitude des autorités katangaises et mon devoir en tant que représentant des Nations Unies risque de provoquer des difficultés sérieuses.

Je dois vous signaler que si, dans certains cas, le Secrétaire Général a pu accorder un délai dans l'exécution de la résolution, il estime maintenant que le moment est venu que les résolutions doivent être appliquées à un rythme beaucoup

plus rapide . Evidemment ce rythme plus rapide entrainerait fatalement une tension entre le Katanga et les Nations Unies si les autorités katangaises n'apportaient pas leur aide active et prompte au représentant des Nations Unies dans l'exécution de sa tâche . Cette tension ne pourrait être que nuisible et aux intérêts du Katanga et aux buts des Nations Unies . Si au contraire les autorités katangaises apportent au représentant leur coopération non seulement sincère mais aussi active, l'ordre et la stabilité du Katanga ne courent plus aucun risque .

Lors de notre entretien; Monsieur le Président, vous avez proposé d'une façon très constructive que je vous soumette une liste des personnes visées . Comme certains cas restent à étudier, je ne puis vous donner dès à présent une liste complète de toutes les personnes en question. J'ai d'ailleurs défini plus haut les proportions du problème et vous avez pu constater qu'il s'agit, quant au côté civil, à peu près d'une quarantaine de personnes.

Pour ce qui est des militaires, il existe un problème plus sérieux, comprenant quelques centaines de personnes. Cette question a été étudiée par la mission Colonel Egge, en coopération avec la Gendarmerie. Je peux toutefois vous soumettre une première liste des personnes visées par la résolution et dont l'expulsion du territoire est urgente . Je voudrais que ces expulsions se fassent par les autorités katangaises elles-mêmes dans un délai très bref . Vous trouverez, ci-après, les noms des personnes en question. D'ailleurs les noms de la plupart d'entre eux ont déjà été signalés aux autorités katangaises . Ces noms ne sont signalés qu'en qualité de conseillers politiques, plusieurs d'entre eux sont visés doublement par la résolution étant à la fois militaires et conseillers politiques :

le Colonel Toupé-Thomé
le Major Faulques
le Major Bousquet
le Commandant Ege
le Capitaine de la Bourdonnaie
M. Carlos Huyghe
M. Bartelous
M. Ugeux.

J'ai toutes raisons d'espérer , Monsieur le Président ,
étant donné votre largesse de vue et vos qualités d'homme d'état,
que dans l'intérêt du Katanga vous vous mettrez d'accord pour la
mise en oeuvre immédiate de la résolution, en ce qui concerne les
personnes mentionnées ci-dessus .

Je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le
Président, l'assurance de ma très haute considération. Unquote.

O' Brien also states that : quote My opinion generally is
that the people here will do nothing without being squeezed and to
some extent frightened. We do not want to frighten them too much
however for fear of avoiding a panic reaction. Unquote. .

OUTGOING CODE

To : NARASIMHAN, NEWYORK

From : LINNER, LEOPOLDVILLE

Linner

Date : 12 July 1961

No : A-1677

Further my A-1674, have now got Khiari around to accepting a prolongation of his stay here provided Secretary-General makes the necessary démarche with the Tunisian Government which limited his present term of duty to four months.

Please note that regardless of the arrangements at the very top level in Civilian Operations, reinforcement on the P-4 level is needed urgently. Job description was sent to Mr. Cordier earlier.

OUTGOING CODE CABLE

Most immediate

To : Narasimhan , New York

From : Linner , Léopoldville

Linner

Date : 12 July 1961

No : A-1676

Re your 4810 . Swiss and Nigerian experts should come as soon as possible , With regard to third expert Bomboko has no Belgian to suggest and readily agrees to recruitment of an Italian one who should naturally be fluent^t in French .

OUTGOING CODE

PRIORITY

To: SECGEN NEW YORK
From: LINNER LEO
Date: 11 July 1961
No. : A- 1675

1. Reur 4782, para 1 - THE FORCE COMMANDER IS PREPARING MOVEMENT OF TWO NIGERIAN COMPANIES FROM BUKAVU TO BE FOLLOWED LATER BY REMAINDER OF BATTALION - ALTOGETHER APPROXIMATELY SIX HUNDRED MEN - ONLY AFTER O'BRIEN HAS RECEIVED REPLY TO THE LETTER WHICH HE HAS ADDRESSED TO THE COLLEGE ON FIVE JULY, A COPY OF WHICH I HAVE TRANSMITTED TO YOU WITH MESTIRI.
2. THIS CHOICE OF NIGERIANS IS DICTATED NOT ONLY BY PRESENT AVAILABILITY OF UN FORCES BUT ALSO BY REQUESTS CONTAINED IN O'BRIENS 531 WHICH READS AS FOLLOWS: QUOTE
FROM CONVERSATION WITH MINISTERS HERE HAVE LEARNED THAT THEY ARE PLAYING ON THE FACT THAT OUR MAJOR CIVILIAN AND MILITARY REPRESENTATION HERE AT PRESENT IS EUROPEAN TO TELL THE POPULATION THAT UN IS A WHITE MANS GAME AND HAS NOTHING TO DO WITH THEIR INTERESTS. WE FEEL THAT TIME MIGHT NOW BE RIPE TO REMEDY THIS IMPRESSION TO SOME EXTENT BY BRINGING IN ELISABETHVILLE ITSELF AFRO-ASIAN CONTINGENT SAY A COMPANY OF MALAYAN MARINES SOME AFRICANS PERHAPS SOME OF THE NIGERIA POLICE WHO MAKES SUCH AN EXCELLENT IMPRESSION IN LEO. WE FEEL IT IMPORTANT THAT THE GENERAL POPULATION HERE SHOULD REALIZE THAT THE UN IS SOMETHING THAT NON EUROPEANS HAVE A VERY STRONG INTEREST IN. AT PRESENT THE FACADE PRESENTED BY THE UN HERE IS MISLEADING AND DISCOURAGING TO BULK OF POPULATION UNQUOTE
3. THIS IS ALSO IN AGREEMENT WITH YOUR 4742.
4. WITH RESPECT TO SVEN SCHWARTZ WE ARE NOW ARRANGING FOR HIM TO UNDERTAKE A NEW MISSION IN E'VILLE AS SUGGESTED.

cc: Force Commander

File
11/7

OUTGOING CODE

To : NARASIMHAN, NEWYORK

From : LINNER, LEOPOLDVILLE

Linne

Date : 11 July 1961

No : A-1674

Your 4743.

Fully subscribe to your positive evaluation of Khiari's qualifications. I doubt, though, if with his other preoccupations, the suggested additional assignment would be anything but a purely nominal one. You might, however, find this sufficient for authority of post to be maintained. When I discussed the problem with him in a non-committal way, he furthermore pointed out that he felt rather ~~rather~~ exhausted and that, anyway, he would like to leave, also for family reasons and because of the Tunisians needing him back home, towards end July. I feel fairly confident that with gentle pressure he could be persuaded to prolong his stay, but perhaps not for a lengthy period. He suggests he be given time to think this over to the end of the week.

To: Sec-Gen, New York
From: Linner, Mac Eoin
Date: 10 July 61
No: A-1673

Mac Eoin

Col Lasmar, Tunisian Bde Commander, informed Mac Eoin today that Tunisia is considering the withdrawal of the 11th Bn without replacement; the Bn strength is 995.

It is not necessary to point out the difficulties that this withdrawal would create, particularly at the present time with Katanga, Leo and Kivu all very vulnerable areas. We simply could not accept a reduction of this magnitude. In particular this would render the military situation at Leo completely insecure, ~~and~~ especially in regard to N'Djili Airport.

Mac

10/7

cc: Dr Linner

A : SECGEN, New York
De : St. LINNER (de la part de M. Khiari)
Date : 10 juillet 1961

N° A .1672

POUR LE DENOUEMENT DE LA CRISE CONGOLAISE L'ELEMENT
CONFIANCE EST PRIMORDIAL. CETTE CONFIANCE DOIT S'ETABLIR D'ABORD
ENTRE LES NATIONS UNIES ET LES DIFFERENTES FACTIONS POLITIQUES
CONGOLAISES, PUIS ENTRE CONGOLAIS EUX-MEMES.

UNE ANNEE DE DIFFICULTE A RENDU LES CONGOLAIS EXTREMEMENT
MEFIANTS ET SUSCEPTIBLES.

DEPUIS TROIS MOIS NOUS ESSAYONS AVEC PEINE DE TENIR UNE
POSITION NEUTRE ET DE JUSTE BALANCE ENTRE LES PARTIS. NOS EFFORTS
RENCONTRENT CERTAINS ECHOS. OR, L'ARRIVEE DE COMMISSIONS
D'ENQUETE OU DE RECONCILIATION DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES
NE PEUT QUE TROUBLER CETTE ATMOSPHERE DE CONFIANCE ET DE CONCORDE
QUE NOUS TENTONS DE FAIRE REGNER.

EN EFFET, COMMENT CERTAINS CONGOLAIS PEUVENT-ILS GARDER LEUR
CONFIANCE AUX NATIONS UNIES QUAND CELLES-CI CHERCHERONT A LES
IMPLIQUER DE PAR LA FORCE DES CHOSES DANS DES AFFAIRES DE CRIMES ,
DE MEURTRES ET AUTRES ? COMMENT CERTAINS AUTRES CONGOLAIS NE
PROFITERONT-ILS PAS DE L'ARRIVEE DE CES COMMISSIONS POUR SE VENGER
DE LEURS ADVERSAIRES POLITIQUES ?

DANS QUELLES CONDITIONS CES COMMISSIONS PEUVENT-ELLES REMPLIR
LEUR TACHE AVEC L'OUVERTURE DE SESSION PARLEMENTAIRE, VERITABLE
CONCLAVE DURANT LEQUEL LES DEPUTES NE PEUVENT AVOIR AUCUN CONTACT
AVEC L'EXTERIEUR CEPENDANT QU'AUCUN ETRANGER N'EST ADMIS DANS
LA ZONE NEUTRE ?

L'ARRIVEE D'UNE COMMISSION QUELCONQUE A L'HEURE ACTUELLE PEUT SERVIR DE PRETEXTE POUR FAIRE ECHOUER LA REUNION DU PARLEMENT ET REDUIRE A NEANT TOUS NOS EFFORTS POUR LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION. POUR TOUT TRAVAIL SERIEUX, IL NE FAUDRAIT PAS ENVISAGER L'ARRIVEE DE CES COMMISSIONS AVANT LA FIN DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES ET LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT./.

OUTGOING CODE

TO: SECCAN, NEW YORK
FROM: LINNER, LEOPOLDVILLE
DATE: 10 July 1961
NO. A- 1671

Following are reactions to Kasa-Vubu's declaration contained in A-1648.

From Gizenga:

Quote. Déclaration faite par le Vice Premier Ministre. Je suis heureux de constater que la sagesse et le bon sens commence à regagner chaque jour l'esprit des leaders congolais. Monsieur le Président Kasa-Vubu vient de reprendre mes idées exprimées dans ma déclaration du 23 juin dans son discours du 8 juillet en acceptant l'amnistie à l'Armée Congolaise. Antoine Gizenga, Stanleyville, le 10 juillet. Unquote.

From Lundula:

Quote. La déclaration radiodiffusée faite par le Général Lundulla le 10 juillet à Stanleyville. Les sombres nuages qui depuis un an recouvrent le Congo commencent à se dissiper. L'attitude favorable et conciliante de Président Kasa Vubu aux propositions du Vice Premier Ministre Gizenga concernant une amnestie générale augure favorablement de l'avenir de la patrie congolaise. Je me tiens avec mes troupes à la disposition du Gouvernement légal qui recevra l'approbation du Parlement à la session prochaine. Unquote.

I gave this to Alice
since you were to there to sign it
m m